

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

LUNDI 5 JUILLET
N° 126 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire N° 56 942

COMMANDO SIONISTE CONTRE LA CAPITALE DE L'OUGANDA, A 3 800 KM DE TEL AVIV

PIRATES INTERNATIONAUX !

Trois avions soi-disant civils, bourrés de soldats, débarquent sur le territoire d'un pays indépendant, sous un prétexte humanitaire. La troupe qui s'y trouve ouvre immédiatement le feu sur les soldats du pays, en tuant plusieurs dizaines. Elle détruit à la dynamite une bonne partie de l'aviation qui se trouve au sol, et l'ensemble des installations de l'aéroport.

Tel est, exactement, l'acte d'agression incroyable qu'Israël vient de commettre à l'égard de l'Ouganda, pays africain qui ne se trouvait pas du tout en guerre avec lui. On notera que trois des otages, qu'il s'agissait, paraît-il de délivrer, ont été tués par leurs libérateurs. Que cet étrange commando, prétendument «pro-palestinien», qui les détenait, et dont toute trace a disparu, a eu des réactions bien lentes, et, en tout cas, bien modérées, alors que toute cette fusillade se déroulait à quelques pas!

Mais il restera surtout le

nouvel acte de piraterie internationale, sans précédent, par lequel l'Etat-colon d'Israël vient de se signaler. Que quelques hommes détournent un avion : aussitôt, ce sont des criminels. Qu'un Etat fondé sur la spoliation et la terreur, comme l'est Israël, joue les pirates à une telle échelle : cela passe, paraît-il, pour normal.

Cependant, au Liban, des hommes meurent par centaines tous les jours : c'est que certaines forces impérialistes n'admettent pas que le peuple palestinien y mène sa lutte librement pour recouvrer sa terre usurpée : sans Israël, il n'y aurait pas de guerre au Liban. Une fois encore, les grands moyens d'information s'extasieront «sportivement» sur l'opération israélienne en Ouganda. Mais, au-delà des Ougandais et des otages assassinés, les activités d'Israël ont bien d'autres aspects, à Tall Zaatar, les peuples Palestinien et Libanais affrontent les complices du sionisme ; et à

Naplouse, les mêmes soldats Israéliens qui paraissent à l'aérodrome d'Entébé affrontent tout un peuple mobilisé pour soutenir le combat de ses frères exilés au Liban.

LIBAN

TALL ZAATAR RESISTE

La bataille autour de Tall Zaatar se poursuit. Les défenseurs du camp résistent courageusement aux attaques des fascistes libanais qui ont réussi à prendre un quartier à la limite du camp. D'autre part, les forces patriotiques ont lancé une offensive en direction des quartiers qui encerclent Tall Zaatar. Les troupes syriennes sont intervenues pour leur barrer la route.

Suite p. 8

Le déraillement du Paris-Le Havre «UN RISQUE CALCULÉ» ?

Le sang-froid d'un conducteur de train, M. Thiébault a évité une importante catastrophe ferroviaire, lors du déraillement, samedi, du train Paris-Le Havre. Survenant en pleine canicule, après l'accident du Paris-Bruxelles, ce déraillement oblige à se poser certaines questions, qui sont en rapport direct avec la politique de rentabilisation suivie par la SNCF. Nous en avons discuté avec un cheminot des services d'entretien.

Suite p. 4

FOUGÈRES : DEUX JOURNÉES POUR LA COORDINATION DES LUTTES

Voir p. 5

MALVILLE

30 000 personnes contre le site nucléaire

LES CRS CHARGENT LES MANIFESTANTS

LARZAC

17 peines de prison ferme
Exigeons la libération des emprisonnés

Voir p. 3



A Malville, la bourgeoisie a une fois de plus fait le choix de la répression, brutale et provocatrice. Plusieurs dizaines de milliers de personnes sont arrivées, depuis samedi, autour du site nucléaire, sur des terrains prêtés par les paysans. Dès que les manifestants se sont rapprochés des grillages entourant le chantier, les grenades lacrymogènes, les cailloux fusent. Des manifestants sont blessés par les jets de grenade.

Dans l'immédiat, il semble que l'occupation de l'enceinte elle-même sera difficile à tenir. L'action de samedi et dimanche, et sa poursuite dans les semaines qui viennent, malgré les limites dues à son organisation, montrent l'importance de l'opposition au programme nucléaire, et seront riches d'enseignements pour les luttes à venir.

Dimanche 16 heures. Sur les vingt ou trente mille participants au rassemblement de Malville, 10 000 sont devant les grillages qui protègent le site. Il y a des CRS partout. Dès le début, plusieurs dizaines de cars stationnaient, et dans l'après-midi, des renforts sont arrivés de Lyon.

Suite p. 7

DANS LA RÉGION LYONNAISE :

- Record - Nouvelles Galeries : les grands magasins en lutte
- Chez N.T.I.-Informatique : des licenciements anti-grève

Voir p. 5

Tour de France

Etape Divonne-les-Bains - L'Alpe d'Huez

VAINQUEUR ZOETEMELK

DOSSIER



LA «SECURITE» DES FRANÇAIS

Paul LEFORT

BRISER LES LUTTES, RÉPRIMER LES JEUNES !

Appuyée bientôt par de nouvelles lois, la répression menée par Poniatowski prend un tour partout accru. Elle menace particulièrement les jeunes, dans les cités ouvrières, et surtout les ouvriers en lutte, qui n'acceptent pas de faire les frais de la politique des patrons.

Depuis le début de l'année, la cadence d'intervention des flics n'a cessé de croître ; en même temps, les commandos de nervis CFT, ou de cadres briseurs de grève sont largement utilisés, sur ordre patronal. L'utilisation des tribunaux devient systématique, sous divers prétextes : «atteinte à la liberté du travail» très souvent, ce qui veut dire en fait, attaque contre le droit de grève de la part des patrons. Mais aussi, comme à Redon, on emploie la loi anti-casseurs, les consignes patronales, lancées par circulaires, diffusées actuellement dans les milieux patronaux sont de

recourir systématiquement aux tribunaux, de licencier les délégués et les travailleurs combattifs.

Dans le r...me temps, les jeunes, au chômage, dans les cités où il n'y a rien à faire pour se distraire, constituent l'autre cible principale de la police de Poniatowski. Tout est bon pour les cataloguer comme délinquants, comme ce vol d'ampoules, à Aubervilliers, exemple que nous relatons.

Et les flics les mettent en garde à vue, parfois plusieurs fois dans la même journée tout en essayant malgré la résistance des travailleurs sociaux, de se faire passer pour éducateurs. Pour fichier, pour réprimer.

C'est bien, dans les exemples que nous montrons la préoccupation constante de la police aujourd'hui : les luttes à briser et les jeunes à réprimer. On est loin de la protection des personnes âgées.

A la cité Mistral (Grenoble)

La population contre la présence policière

La cité Mistral est un vrai ghetto. Construite pour 4 000 habitants, elle en abrite 5 000. A l'ouest, il y a la fin de l'autoroute ; à l'est, l'avenue et derrière, les lycées.

Au nord l'usine Ugine Carbonne : la mairie a vendu un terrain vague à côté de l'usine pour faire une caserne de CRS, alors que les jeunes de la cité envisageaient de l'occuper comme terrain de loisirs.

La police s'est illustrée dans le quartier. «Ils ont essayé l'ilotage, dit un jeune ; ils connaissent tout le monde, les ilotiers. Ils étaient sympas avec nous. Mais ça n'a pas marché, on voyait de plus en plus de gars qui partaient en prison ; ils ont vu que ça allait tourner au vinaigre, alors, ils ont plié bagages».

Ils ont aussi essayé les opérations coups de poing. «Avant la première, ils ont fait courir le bruit que les jeunes torturaient les chats ! Ils sont venus nombreux, à 60, ils ne discutent pas. Moi je dis attendez je vais chercher mes papiers. Allez hop, dans le fourgon !»

Il y a aussi les ratonnades, comme l'an dernier, en Août, où les flics sont venus tabasser et embarquer des jeunes dans un café. La population a résisté, s'est organisée. «Les jeunes et les parents présents ont suivi les gars embarqués jusqu'à l'hôtel de police, ils ont vraiment cru qu'on allait attaquer, ils sont sortis casqués». La cité s'est aussi mobilisée contre un fait récent de répression, avec le comité contre la répression.

C'est un jeune qui a été tabassé. Emmené au commissariat pour un braquage, il s'est retrouvé accroché à un porte-manteau et tabassé pendant plusieurs heures, au point de devoir être hospitalisé. Ils ont prétendu après que c'était la foule qui l'avait lynché, alors qu'il n'y avait absolument personne».

Les flics, également, passant en voiture, sans s'arrêter, photographient un peu au hasard des jeunes qui se trouvent sur les bancs, devant le café, etc...

«Récemment, un car de CRS est venu, ils ont commencé à demander les papiers aux jeunes qui se trouvaient là». Mais ils ont du décamper devant l'opposi-

tion des gens : la réaction a été extrêmement rapide, tout le monde est sorti du café, y compris d'ailleurs un certain nombre d'adultes qui consommaient et ils ont commencé à insulter les flics, lancer des pierres, etc...»

La société policière avancée

Deux faits, parlant d'eux-mêmes :

● A Paris, le patron du bar tabac St Paul expulse une femme en lui disant qu'il ne «sert pas les sales juives». Il est connu aussi pour son racisme actif anti-arabe. La femme appelle un flic, le patron reprend ses insultes devant lui. Le «protecteur» l'emmène au commissariat où, quand même, il est contraint d'enregistrer la plainte.



«VOUS VOUS RENDEZ COMPTE, POUR DEUX AMPOULES !»

Ce cas est bien révélateur de l'attitude de la police à l'égard des jeunes, et notamment pour ces jeunes qui, dans les cités, n'ont rien pour se distraire. Quand ils font de la mobylette, on les engueule, quand ils jouent au ballon, on leur tape dessus.

Un exemple, dans une cité à Aubervilliers :

«Des jeunes sont allongés sur les pelouses. Un inspecteur des HLM passe, engueule le concierge et fout une amende à un jeune». C'est la mère qui raconte. «Ils me l'ont ajoutée à mon loyer : 50 F. J'ai téléphoné aux HLM : je ne peux quand même pas le tuer ; je suis toute seule à travailler. Ils ont reculé !» Et elle poursuit «l'autre jour, il ne rentrait pas, j'ai demandé aux flics car j'étais inquiète ; il avait volé deux ampoules de voiture avec un copain. Ils l'ont gardé de 11 H du soir au lendemain 3 H de l'après-midi. Lorsque je suis allée le chercher, les flics voulaient lui mettre une volée devant moi. Ils l'ont emmené dans la cité les menottes aux mains, vous vous rendez compte, pour deux ampoules ! Mon fils, je me demande ce qu'il va devenir. Ils m'ont dit que s'il continuait, il finirait avec une balle dans la tête...»

● A la cité des 4 000, de la Courneuve où une antenne de la brigade des mineurs a été installée, avec fichage systématique des jeunes et de leurs familles, il y avait parfois jusqu'à 80 % d'absentéisme scolaire avant la création du commissariat. Aujourd'hui, il n'y en a plus que 20 %, mais les enfants fichés qui vont à l'école présentent leur carnet scolaire le matin...au commissariat!

Parmi les interventions des «forces de l'ordre».

● Avril

- Expulsion des délégués Sonacotra
- Dupont-Gillette (Faverge) : évacuation par les flics.
- Paris-Brune : au tri, les flics contre les piquets.
- Béghin Say (Corbehem) : gendarmerie et direction arrachent les grilles.
- Eboueurs de Lille : les CRS contre les piquets.
- La Rochelle : les CRS interviennent contre les camarades qui accompagnent les inculpés au tribunal.

● Mai

- Monin Ordures : les CRS et l'armée.
- Garches : intervention des flics contre les élèves infirmières et les travailleurs hospitaliers.
- Caron Ozanne : les CRS interviennent contre l'occupation à 3 heures du matin.
- La Rochelle - CIT Alcatel : nouvelle intervention des flics.
- Blanchisserie de Grenelle : intervention des flics et des nervis avec chiens.

● Juin

- FTB St-Denis : évacuation par la police des grévistes qui occupent.
- Agression des flics contre les ouvriers du Parisien Libéré en rodéo : un travailleur hospitalisé et quatre gardés à vue.
- BNP (Gambetta) : les CRS interviennent contre les grévistes.

Répression devant les tribunaux.

● Avril

- Cycles Peugeot (Mandeure) : plaintes contre les militants.
- Pétroles d'Aquitaine : la direction demande 20 000 Francs de dommages et intérêts aux travailleurs.
- Olida : les délégués CGT-CFDT passent au tribunal.
- Bourgeois : procès des délégués.
- SNIAS : 23 délégués en référé à Chateauroux.
- Tréfinmétaux : 12 femmes de grévistes devant le juge pour avoir soutenu leurs maris en grève.
- Nolaf-Lasserre : quatre délégués traduits en justice par un client qui réclame une pièce en retard. Condamnés à payer 1000 Francs par jour de retard.
- Legrand (Limoges) : action en dommages et intérêts contre la CGT.
- La Rochelle : 20 délégués en référé. Les CRS chargent la manifestation de soutien.
- Crédit Agricole : un militant CFDT condamné à 3000 Francs de dommages et intérêts pour avoir «endommagé la voiture du directeur».

● Mai

- Paris-Rhône : délégués licenciés après la grève.
- Orlans : deux travailleurs en correctionnelle pour fait de grève.
- Filatures de la Vologne (Lavelline) : quatre travailleurs au tribunal, condamnés à prison.

- Fédération Générale Agricole : neuf militants paysans condamnés à prison (Quimper) pour soutien à des ouvriers en grève.
- Réhault : le syndic porte plainte contre les ventes de chaussures.
- Inno-Montparnasse : deux militants inculpés, un condamné à 300 Francs d'amende.
- Redon : 25 ouvriers au tribunal en vertu de la loi anti-casseurs.

● Juin

- Danzas transport : les délégués au tribunal. 150 travailleurs traduits devant le tribunal.
- Clinique St-François Forbach : le patron attaque quatre militants pour distribution de tracts.
- Olivetti : 2 délégués, 4 travailleurs au tribunal.
- Naphtachimie : réclame 45 millions à la CGT et à la CFDT.
- La Chaillotine (Corlay - Côtes du Nord) : les chauffeurs traduits en justice. Relaxés, le patron les licencie de nouveau.
- Filatures de la Vologne : dix nouveaux travailleurs poursuivis pour «atteinte à la liberté du travail».
- 15 de Bourgogne -Electronique, pour faute lourde (séquestration), au tribunal.
- Trélazé (Ardoisières) : la femme d'un carrier au tribunal pour «propos injurieux» vis-à-vis d'un médecin des ardoisières.
- Redon : 23 ouvriers condamnés à 6 mois de prison avec sursis et 10 000 Francs d'amende. Un ouvrier condamné à 4 mois de prison ferme.
- Parisien Libéré : deux ouvriers condamnés (prison avec sursis) pour avoir intercepté des journaux et les avoir détruits.

Les morts du 6^e B.C.A. «C'était du suicide», dit le président des guides

On se rappelle que, le 7 avril, trois appelés du 6^e B.C.A. sont morts dans une avalanche, dans le massif du Taillefer, alors qu'ils effectuaient une marche.

La commission d'enquête civile, constituée à l'appel des soldats du 6^e B.C.A., vient de faire connaître à Grenoble ses premières conclusions.

C'est J. Jonneau, président du syndicat des guides de Grenoble qui présentait les conditions climatiques et la reconstitution de la course suivie par la 1^{ère} section du 6^e B.C.A., encadrée par le sergent-chef Bonnet.

Le projet de course était de partir de «La Morte», de monter jusqu'au Taillefer en suivant la ligne de crête, et de redescendre par la face Nord. Ce raid ne présente pas de difficultés jusqu'au «Pas de la Mine», où on a affaire à des pentes de 40 %. Et la descente par la face Nord présente une pente très raide de deux cents mètres, qui se termine par un précipice où plus d'un skieur a trouvé la mort.

Cette course, déjà dangereuse en elle-même, ne devait en aucun cas être faite, vu les conditions météo. Celles-ci étaient les plus dangereuses qui puissent exister : pas de gel depuis quatre nuits dans toutes les Alpes, jusqu'à près de 3 000 mètres, la neige avait tendance à fondre et à se détacher très facilement. La neige n'étant pas sûre, il ne fallait pas franchir le «Pas de la Mine».

La 1^{ère} section d'ailleurs n'a pas pu franchir ce «Pas de la Mine». Perdus dans le brouillard et fatigués, en redescendant sur leurs traces, ils ont pris une route forestière : arrivés en haut de la «Combe Oursière», au lieu de continuer le

chemin forestier qui descend dans les sapins (zone d'ancrage de la neige, zone de sécurité), la section s'est au contraire engagée dans la combe, avec des pentes de 20 à 30 %. D'après le président du syndicat des guides, «c'est du suicide». La photo prise après, qui ne gardait plus de traces des skis, effacés par l'avalanche, prouve que le sergent a engagé la section dans le fond de la combe (appelé thalweg). L'avalanche ainsi déclenchée, emporta la section et ne s'arrêta qu'au fond, empilant sur six à huit mètres de haut des blocs de neige. Malheureux concours de circonstances ? Bien évidemment non, c'est un assassinat. Car plusieurs éléments le prouvent.

- Pourquoi avoir organisé la course alors que les risques d'avalanche étaient connus et annoncés par le centre de St Martin d'Hères ? (un soldat de la section, d'ailleurs, montagnard confirmé, avait refusé de faire la course).

- Pourquoi sur un parcours de cette difficulté a-t-on envoyé des soldats qui n'avaient appris que le chasse-neige et les randonnées en peau de phoque ?

- Pourquoi un sergent - de formation très faible - a-t-il emmené la colonne hors piste, alors que dans le civil, c'est parfaitement interdit ?

- Pourquoi les émetteurs-

récepteurs des soldats n'étaient-ils pas en position d'émission ? Pourquoi les secours sont-ils venus si tard ?

Pour la Commission d'enquête, il est clair que la responsabilité de l'armée est écrasante. L'UL-CFDT de Grenoble est intervenue lors de la réunion pour faire un parallèle entre l'usine et la caserne, dénonçant le même mépris de la sécurité qui y règne.

Les parents de B. Bridet, une des victimes, ont porté plainte contre X, pour homicide involontaire. Une association de parents des soldats du 6^e B.C.A. est en voie de constitution (une semaine plus tard que l'accident du Taillefer, un camion emportant quinze chasseurs de la 3^e section s'est retourné dans le Vercors, faisant un mort et deux blessés graves et une dizaine de blessés légers).

Les soldats et leurs familles ne veulent plus de ce prix de la mort payé pour développer «l'esprit d'élite» des sections de choc de chasseurs alpins. Toute la vérité doit être faite, les responsables punis !

Corres. Grenoble

L'ARMEE REQUISITIONNE LES TUILERIES

Depuis samedi et jusqu'au 20 juillet, le jardin des Tuileries, habituellement lieu de promenade, est transformé en champ de manœuvres militaires. C'est en effet la grande parade de l'armée, colossale opération d'intoxication pour faire aimer l'armée, qui en a bien besoin. Mourouzi s'est fait le public-relations de l'armée et anime la parade des Tuileries, la retransmission de ce spectacle nous a été infligée, samedi soir, sur la première chaîne. Et il n'y a

pas qu'à Paris que l'armée s'affiche : dans plusieurs villes de France, se déroulent des démonstrations diverses : meeting aérien à la base de Cazaux, avec démonstration de tir, des bâtiments de la marine nationale mouillent dans plusieurs ports et sont ouverts au public. Toutes ces démonstrations sont appuyées par une publicité considérable dans les journaux, sur les panneaux d'affichage. Le clou sera certainement les défilés du 14 juillet.

L'idée de cette foire kakie est de Bourges. Il faut rehausser le prestige de l'armée, la rapprocher de la population, en prévision de la lutte contre «l'ennemi intérieur», dissiper le mauvais effet de la propagande des comités de soldats qui ont largement fait connaître les brimades à l'armée, l'absence des libertés les plus élémentaires et les manœuvres criminelles, comme en témoignent des appelés du 6^e B.C.A.



Sécheresse : Conseil extraordinaire pour mesures insignifiantes

Chirac a réuni samedi un conseil exceptionnel sur la sécheresse et ses conséquences. Le matin, il a consulté les hydrologues et les météorologues, «Monsieur Sécheresse» : Saglio, et plusieurs fonctionnaires. L'après-midi, quatre ministres étaient consultés à Matignon : Poniatowski, Bonnet, Bourges et Fosset, ils étaient accompagnés de plusieurs préfets de régions les plus touchées par la sécheresse.

A l'issue de ce conseil extraordinaire, Chirac annonçait une série de mesures. Pour le premier ministre, il n'y aurait pas lieu de s'inquiéter : des milliers de paysans sont au bord de la ruine, certaines villes manquent d'eau, rien de cela n'affecte le gouvernement, qui n'annonce pas de nouvelles dispositions d'importance avant le 15 septembre. En attendant, quelques mesures de détail sont sorties du conseil convoqué par Chirac.

- Une campagne anti-gaspillage : des consignes seront données pour économiser l'eau. Il sera recommandé de ne pas laver les voitures, de ne pas arroser les pelouses, de bien fermer les robinets. Des amendes sanctionneront les contrevenants, dans les villes ou les régions où ces mesures

seront décrétées.

- Le contingent de touristes dans certaines villes sera limité en fonction des réserves d'eau de ces villes. Le camping sauvage sera interdit, afin d'éviter les incendies.

- Pour la mise en œuvre du plan Paille, c'est-à-dire la fourniture de paille pour les régions d'élevage manquant de fourrage, des subventions seront débouquées. Elles permettront de couvrir entre 40 et 55 % du prix du transport de la paille.

Même si elles ne sont pas inutiles, ces mesures sont dérisoires. Dans certaines régions, les paysans n'ont aucune réserve de fourrage, les récoltes de céréales sont compromises, ce n'est pas le plan Paille qui les sauvera de la ruine, ni de nouveaux prêts, car ils sont déjà très endettés. Les mesures que

le gouvernement prend n'ont pas pour but de résoudre les graves problèmes qui se posent aux paysans. Elles servent à donner l'impression qu'il fait quelque chose et à limiter les conséquences de la sécheresse dans la mesure où elle pourrait compromettre la balance commerciale. Mais, d'un autre côté, la bourgeoisie profite de la sécheresse pour chasser de leurs terres les petits paysans ou pour les enchaîner plus encore au Crédit Agricole ou aux firmes agro-alimentaires.

• DU RADICAL SOCIALISME AU LIBÉRALISME AVANCÉ : «Valéry ? Mais il est radical socialiste !» C'est, selon le journal du Dimanche ce que disait le grand-père Bardoux, collaborateur de Pétain, à propos de son petit-fils Valéry, avant de lui refiler son siège de député. Comme quoi, chez les Bardoux, on n'était pas sectaire. Pétainiste, radesoque, et libérale, voilà les étiquettes de cette bourgeoisie, de Clémenceau à Giscard, en passant par Pétain.

L'UDR APRÈS LES PLUS-VALUES

Le secrétaire général de l'UDR, Yves Guéna, a fait le point devant la presse anglo-américaine, des positions de son parti sur quelques sujets.

Contrairement à toute réalité, il a prétendu que «l'article du général Méry ne change rien de fondamental» dans la politique militaire de la France, alors qu'en fait, il marque un tournant dans la rentrée française dans le giron atlantique.

Le secrétaire de l'UDR a surtout parlé des élections de 78 dont l'échéance commence à inquiéter sérieusement tous les politiciens usés de la coalition présidentielle. Alors que l'UDR s'était prononcée pour des «primaires» aux législatives, elle veut maintenant soit un candidat unique, soit des candidats se réclamant tous de la majorité et faisant un accord pour le second tour.

Enfin, dramatisant dans le plus style gaulliste l'enjeu des élections, Guéna a déclaré que si la gauche gagnait les élections «le maître mot ne serait pas arrangement, mais affrontement». Là encore, force est de reconnaître la divergence avec les giscardiens bon teint qui envisagent une collaboration éventuelle avec une partie de la gauche. L'UDR ne saurait y penser sans une profonde inquiétude puisqu'elle en ferait les frais.

LARZAC : 17 PAYSANS ET MANIFESTANTS MAINTENUS EN PRISON

Le Tribunal de grande instance de Millau, a pris, vendredi soir, un verdict scandaleux contre les paysans et manifestants du comité de soutien au Larzac, qui avaient occupé les locaux militaires et détruit des documents administratifs.

Dix sept peines de prison ferme ont été prononcées contre eux ; d'autre part, les vingt deux inculpés en vertu de la scélératesque loi anti-casseur, se sont vu infliger une mise à l'épreuve de trois ans.

Les peines sont les suivantes : sept peines de six mois (dont trois avec sursis), trois peines de six mois (dont quatre avec sursis), cinq peines de

cinq mois (dont quatre avec sursis), deux peines de cinq mois (dont quatre mois et vingt et un jours avec sursis) et cinq peines de prison avec sursis.

L'annonce du verdict a été suivie d'une manifestation dans la ville et du blocage d'un passage à niveau de la route de Rodez. Les flics ont chargé avec des grenades lacrymogènes.

Ce verdict scandaleux - au même moment, le patron assassin de l'ouvrier Guillaume est relaxé - montre d'une façon éclatante la fonction de cette justice de classe : tout faire pour écraser ceux qui luttent contre la société pourrie et ses avatars, tels que le camp du Larzac.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Déraillement du Paris-Le Havre

"UN RISQUE CALCULÉ"?

Samedi, 15 h 50. Le rapide Paris-Le Havre vient de quitter la gare de Mantes-la-Jolie. Soudain, le conducteur, M. Thiebault sent que des wagons quittent la voie. C'est le déraillement. Sans perdre son sang-froid, le conducteur freine, assez progressivement pour permettre que les wagons restent en ligne. Des trois cents voyageurs du train, aucun n'est blessé ! Un autre train arrive dans l'autre sens, il est stoppé à temps. Une catastrophe terrible a été évitée de justesse. Sur place, le con-

ducteur de l'autre train affirmait sans hésiter que la dilatation des rails due à la chaleur est à l'origine du déraillement. Du côté de la SNCF, on se refuse à tout commentaire ! Il faut dire que lors du déraillement du Paris-Bruxelles, un haut responsable de la SNCF déclarait sans sourciller : «Un accident de ce genre ne risque pas de se produire en France» ! Pour l'instant, on peut seulement dire qu'il y a de fortes chances pour que la chaleur, alliée à la nouvelle technique des rails soudés et aux

restrictions de personnel de surveillance, soient les causes de l'accident.

La nouvelle technique des rails soudés a permis un plus grand confort, une moins grande usure du matériel. C'est un aspect des choses. L'autre aspect, c'est peut-être l'accident du Paris-Le Havre. L'autre aspect, c'est qu'à la SNCF comme dans toute entreprise capitaliste, nationalisée ou non, rentabilité prime sur sécurité. Nous avons interrogé un cheminot des services d'entretien des voies à ce sujet :

éviter la dilatation sur dix huit kilomètres ?

— On s'est aperçu qu'en fait un rail aussi long soit-il ne se dilate que dans les 150 mètres de chaque extrémité. Entre ces deux extrémités, l'ensemble traverses-ballast est soumis à des efforts de compression. La solidité réside dans le bon entretien de la fixation des rails sur les traverses. Un système appelé «libération de la voie» permet de fixer après les avoir chauffés à une température moyenne (22° environ) dépendant de la région.

— Donc normalement, il ne devrait pas y avoir de risques.

— Si, il y en a : aux périodes de très fortes chaleurs telles que celles que nous connaissons actuellement, le rail soumis au rayonnement solaire emmagasine la chaleur. Ainsi par une température

de 40° degrés à l'extérieur le rail peut atteindre 50°. Le passage de nombreux convois comme sur la ligne Paris-Le Havre accentue encore la température.

A partir d'un certain moment, les efforts de compression deviennent tels que la voie ne résiste plus et se déforme, conduisant soit à l'écartement des rails entre eux, et la chute du train au milieu, soit à un déplacement de l'ensemble de la voie.

— La SNCF connaît ces risques ! Que fait-elle pour y pallier ?

— La SNCF connaît effectivement ces risques, mais elle les considère comme minimes vis-à-vis des avantages que procurent les longs rails soudés. Le seul moyen qu'elle a pour y pallier, c'est de faire monter des agents de la voie sur les machines : mais comme me disait

l'un d'eux dernièrement : «Si les rails sont écartés, on le verra, mais on aura le temps de ne rien faire. Si ça déraile, ça fera un mort de plus, c'est tout. En tout cas, il ne faut surtout pas freiner».

En cela, on peut dire que le mécanicien de PLH a très bien réagi et a véritablement évité une catastrophe.

— Que faudrait-il faire pour assurer la sécurité par grande chaleur ?

— Ce qu'il faudrait, c'est limiter la vitesse des convois d'une part, et d'autre part, assurer une visite systématique des voies. Or, si on le faisait autrefois (alors que les risques étaient moins grands), on ne peut plus le faire actuellement, par manque de personnel. Une fois de plus, la diminution des effectifs peut conduire à des actes criminels et à des spéculations sur «les risques calculés».

INTERVIEW D'UN CHEMINOT DES SERVICES D'ENTRETIEN

— Qu'est-ce qui a amené la SNCF à utiliser cette nouvelle technique ?

se forment qu'il faut meuler régulièrement. Il faut resserrer les éclisses, etc. On fait donc une grande économie de personnel de surveillance et d'entretien en supprimant ces joints grâce à la technique de la soudure. (Un rail peut faire

jusqu'à dix huit kilomètres).

— La suppression du martèlement au passage des joints améliore la tenue du matériel et le confort des voyageurs.

— Comment peut-on

— Deux points :
- Les joints de rails, tous les dix-huit mètres occasionnaient beaucoup d'entretien. Des champignons

LUTTES OUVRIÈRES

VAULX-EN-VELIN

Record en grève

Dans la galerie marchande, les travailleurs attendent, discutent à tour de rôle, ils se relaient à l'entrée du magasin. «Moi, j'ai été augmenté le mois dernier, et ce mois-ci, j'ai touché moins».

Et toutes les conversations tournent autour des heures supplémentaires non payées, des bas salaires, des caissières qui n'ont pas le temps de manger (sur huit heures de travail, elles ont un quart d'heure). Le temps de traverser le magasin pour aller au vestiaire, il faut dix minutes. Le soir, elles s'arrêtent à 22 h et jusqu'à 22 h 30, elles font la caisse sans être payées.

Record a ouvert, il y a quatre mois. Depuis un mois, une section CGT s'est montée : 111 syndiqués sur 225 employés. Vendredi matin, débrayage d'une heure, grève d'avertissement et demande de négociation avec la direction qui refuse. Alors la grève continue. La direction : «Je sais que vous avez des bas salaires mais je ne peux rien faire».

Samedi matin, en fin d'après-midi, la haute direction engageait enfin la discussion.

Les revendications des grévistes :

- augmentation de salaires,
- garantie de l'emploi,
- semaine de 40 h,
- prime de vacances.

La direction, on la voit à l'œuvre, pas seulement pour remplacer du personnel (un membre de la direction fait la vaisselle à la cafétéria), mais aussi en assaut d'amabilité : riant, souriant, ils vont en

bras de chemise de groupes en groupes. «Je suis d'accord avec vous !» dit le chef des caisses, joli garçon. Au début les filles se laissent prendre : «Avec lui, c'est



bien, on peut discuter». Mais l'une d'elles intervient : «Si vous êtes d'accord avec nous, faites la grève, sinon ça reste du baratin». Quelques réflexions : «On a failli s'y laisser prendre, il faut faire attention».

Les sollicitations de la direction sont grandes par le baratin, essayant de diviser les travailleurs : «Vous nous faites perdre des millions, ça vous fait rire ?». Une fille avait l'air réjoui de cette évidence.

Rappelons que Record est financé à 50 % par le groupe Arlaud et 50 % par les petits commerçants de Vaux-en-Velin. De même, la galerie marchande dépend étroitement de Record : les clients viennent d'abord à Record, puis ensuite aux autres boutiques. Les petits commerçants s'inquiètent et le PDG

menace de les faire mettre en grève contre les grévistes de Record. Détails intéressants : le projet d'association des petits commerçants à la grande surface, mis en place

par la mairie PCF dans les locaux qui lui appartiennent risque de poser certaines questions : soutien aux travailleurs ou aux petits commerçants ? C'est à suivre.

Corr. Lyon

● Le patron de l'imprimerie Sami, à Nevers, venait de licencier onze ouvriers parce qu'ils s'étaient mis en lutte pour obtenir l'élection de délégués. La mobilisation des travailleurs a obligé le tribunal à condamner le patron à verser 16 millions d'AF aux ouvriers licenciés.

NOUVELLES GALERIES DE LYON

GRÈVE POUR LES SALAIRES

Depuis le 22 juin, le personnel des Nouvelles Galeries de Lyon, est en grève pour demander la parité des salaires avec ceux des Nouvelles Galeries de Saint Laurent du Var où les employés ont obtenu des augmentations grâce à une lutte, il y a un mois.

A Lyon, le salaire brut d'une vendeuse débutante est de 1 570 francs, d'une vendeuse qualifiée 1 705 francs, les femmes de ménage sont auxiliaires. D'autre part, le personnel est passé de 1 100 à 900 aujourd'hui pour le même travail. Devant le refus, il y a un an, de la direction de négocier (elle a préféré embaucher une centaine d'étudiants pour tenter

de briser la grève), les travailleurs ont décidé jeudi d'occuper le magasin dès six heures du matin. A dix heures et quart, le chef du personnel et les cadres qui étaient à l'extérieur, ont forcé les portes avec un fenwick en cassant les vitres et en blessant un travailleur qui a une cheville dans le plâtre.

Des grévistes ont alors décidé d'occuper les parkings, et de continuer à les occuper aujourd'hui. Selon le patron, 88 % du chiffre d'affaires des Nouvelles Galeries vient des clients venus en voiture. Vendredi, une quarantaine de travailleurs étaient convoqués au tribunal pour entrave à la liberté du travail.

A chaque entrée de parkings, les grévistes distribuent des tracts aux clients, discutant avec eux. A l'entrée du magasin, une buvette est organisée en solidarité.

Une grande partie des clients, après discussion, fait demi-tour. Des collectes ont été organisées à Berliet, Calor, Manufacture des Tabacs. Pour l'instant, d'autres ont eu lieu à Clermont, Angers, au Mans, et au Havre.

Des grèves ont lieu dans les autres Nouvelles Galeries. Il semble qu'elles se sont déclenchées aussi spontanément partout, suite à la grève de St Laurent du Var qui a été une grève victorieuse.

LYON : A LA NATIONALE DE TRAITEMENT INFORMATIQUE (FILIALE B.N.P.)

LICENCIEMENTS ANTI-GRÈVE

Chez NTI (Nationale de Traitement Informatique), filiale de la BNP depuis 73, 27 licenciements viennent d'être annoncés, pour fin juillet, dont 22 à Lyon, soit près de la moitié du personnel pour cette agence.

Dans la charette, on compte une grosse partie des travailleurs qui avaient participé à une grève en début d'année, et une grande partie des délégués (section CFDT). La moitié des perforatrices, dont les salaires sont les plus bas de la boîte, sont licenciées.

La grève avait été assez dure, surtout dans ce secteur : elle portait sur

les salaires et les conditions de travail. En particulier pour les opérateurs, postés en 2x8 et 3x8, qui avaient tous décidé de travailler en journée normale.

La direction prend prétexte de difficultés économiques pour se débarrasser des employés combattifs. Comme l'explique un délégué CFDT : «Dans ce genre de boîte, il faut que tout le monde croie à son boulot, il faut défendre la boîte, avoir l'esprit-maison. Ce qui n'est possible aussi que si la boîte n'est pas trop grosse».

Face au développement des luttes dans ce secteur de la gestion des entre-

prises capitalistes et face aussi à la perte de vitesse du travail à façon, les patrons de l'informatique jouent maintenant la carte de la dispersion, de l'émiettement du travail : mise en place de «terminaux» chez les industriels clients...

La direction de NTI à Lyon menace les travailleurs de fermeture complète en cas de conflit. Elle essaie de les diviser en faisant miroiter pour certains des offres de reclassement dans le groupe. Contre ce chantage, la section CFDT organise la riposte.

Le 1/7
Corr. Lyon

LUTTES OUVRIERES ET PAYSANNES

A Cheix-en-Retz

LES ÉPOUX MOUILLÉ RESTERONT SUR LEUR FERME

Cheix-en-Retz (Loire-Atlantique) Lieu-dit «Bois aux Moines» chez les fermiers Mouillé, 2 juillet au matin, soixante personnes : c'est la permanence qui va bientôt être relevée.

Ces personnes maintiennent sur leur ferme les époux Mouillé qui sont susceptibles d'être expulsés à tout moment, se voyant ainsi retirer

leur outil de travail. L'expulsion a été décidée par un jugement en cour d'appel à Rennes le 7 juillet 1970.

Les Mouillé défendent le statut du fermage et le droit au travail. Ils luttent contre la justice des possédants et du pouvoir.

Le 20 mai 1976, un jugement qui condamne à nouveau les époux Mouillé. Mille agriculteurs se rassemblent quelques heures après avec le soutien des salariés de l'UL-CFDT de Machecoul, du MRJC, de la FDSEA et les Paysans-Travailleurs.

Le 20 juin, un pique-nique de soutien a rassemblé trois mille personnes.

Le 28 juin, suite à une décision d'expulsion de la préfecture, cinq cents personnes se mobilisent en quelques heures pour y passer la nuit et être présents au moment de l'expulsion qui n'a finalement pas lieu.

Les paysans et les ouvriers qui soutiennent l'action des Mouillé constatent la répression du pouvoir au Larzac, à Cheix et ailleurs, et s'indignent de la façon dont la justice est rendue et de la façon dont certains accaparent les terres pour les retirer de leur destination de production.

Nous nous déclarons solidaires des paysans du Larzac et de la population millavoise, nous exigeons la levée des inculpations.

UL-CFDT de Machecoul
MRJC-FDSEA
PAYSANS-TRAVAILLEURS

• Les travailleurs de Montmorency (chaudronnerie mécanique) à Château-Ponsac (Haute-Vienne) viennent d'apprendre la décision de leur patron de liquider leur entreprise. En tout, c'est cent trente ouvriers et ouvrières qui risquent de perdre leur emploi. Non aux licenciements.

RECTIFICATIF : Dans l'article de la page 5 sur la grève à la RATP, l'encart «Chaleur et sécurité» comportait deux erreurs. Il fallait lire : «avec la chaleur, un machiniste peut être victime d'un malaise si nous n'avons pas plus de repos» et «c'est peut-être préférable que de se retrouver au frais, trois mètres sous terre».

A Alméca (La Courneuve) OCCUPATION CONTRE LA FERMETURE

Depuis le 17 juin, les 76 ouvriers d'Alméca à La Courneuve occupent leur usine contre la fermeture, pour le maintien de l'emploi sur place avec les mêmes avantages.

Cette usine, qui fait de la sous-traitance pour l'aéronautique, appartient à un petit patron qui possède deux autres petites boîtes (une à La Courneuve, vingt ouvriers et une autre dans la banlieue).

Les travailleurs se sont organisés dans une section CGT combative qui a mené de nombreuses luttes victorieuses depuis 68 (en 70 et 72) et il apparaît clairement aux travailleurs que c'est pour liquider la section que le patron, arguant de difficultés économiques (le bilan de 75 serait déficitaire !) s'est déclaré en faillite début juin.

Pour le moment, les travailleurs de la boîte se sont mis aux 90 %, et occupent la boîte par roulement. La question du maintien du rapport de force pour eux se pose par rapport aux vacances : comment maintenir une occupation efficace au mois d'août ?

Les ouvriers (pour la plupart ouvriers qualifiés) sont déterminés à gagner, et reflètent l'aspiration à se battre qu'on ressent sur les boîtes de la région.

Correspondant La Courneuve

Réhault, Fougères

APRES LE CARREFOUR DES LUTTES CE WEEK-END..

Les deux journées de carrefour des luttes pour l'emploi qui ont rassemblé à Fougères dans l'usine Réhault, occupée de nombreuses délégations CFDT de Lip, Griffet, Cip (Haisnes - Nord), Desombre (Lille), Rhône-Poulenc (Péage), Thomson (Gennevilliers), etc... se sont achevées samedi dernier en soirée par un fest-noz en plein air.

Ces journées, que beaucoup de participants tenaient pour la dernière grande initiative de coordination des luttes à la veille des vacances, ont permis de faire utilement le point sur la situation actuelle de toutes ces luttes que la bourgeoisie voudrait faire oublier en cette période de grandes migrations estivales.

Ainsi, certaines questions touchant à la possible démobilité des travailleurs pendant ces deux mois à venir, aux tentatives de la bourgeoisie de rogner certains acquis des luttes comme les 90 % attribués aux «licenciés économiques» ou les éventuels dangers de répression contre les usines occupées, toutes ces questions ont été largement évoquées.

De même, tous les participants avaient en mémoire les récentes déclarations du Bureau National de la CFDT condamnant avec une violence inaccoutumée les initiatives de coordination des luttes prises à Lip il y a trois semaines ou à Barbières dans la Drôme autour des travailleurs de Dreyfus. Il ne faisait pas de doute dans l'esprit des délégations présentes que ces

attaques s'inscrivaient en droite ligne dans la volonté proclamée par l'équipe de Maire et Cie de «mettre au pas» les opposants à la ligne confédérale, ces opposants étant accusés de «menées anti-syndicales». Soutenu sans réserve par la Fédération HA.CUI. TEX.CFDT (mais boudé par les instances régionale, départementale et même locale), ce rassemblement à Fougères, soulignait certains, ne passerait pas inaperçu aux yeux de l'état-major de la rue Montholon.

Mais ce qui s'est d'abord manifesté, comme l'indiquent les déclarations faites au cours de la conférence de presse de samedi matin, c'est le très grand besoin de tous les travailleurs en lutte pour la défense de leur emploi, rassemblés chez les «Réo», de rechercher les

moyens d'une lutte commune pour que ces conflits longs et isolés trouvent une issue victorieuse... sans pour cela devoir attendre l'échéance électorale de 1978.

Où en sont-ils en ce début du mois de juillet ? Quelles perspectives à leurs luttes ?

Un travailleur de Caron-Ozanne : «L'élément déterminant de la riposte au coup de force des flics contre notre usine le 20 mai a été le mot d'ordre de grève nationale lancé par la FFTL-CGT dès le jeudi soir. De nombreuses actions ont eu lieu comme à Besançon où trois cents Lip ont fait un sit-in devant la Préfecture de police. Pour lutter contre le pourrissement et l'isolement, l'heure est à la liaison et à la coordination des luttes». Malgré l'intervention policière qui les a chassés de leur usine, les travailleurs de Caron viennent de sortir le dixième numéro de «Quest-licenciements» avec l'aide de leurs camarades d'Imro à Rouen.

Un travailleur de Griffet : «Notre usine est en passe d'être reprise par un certain monsieur Genoyer, industriel et homme politique local. L'absence de garanties réelles concernant cette reprise et les intentions douteuses de ce monsieur d'instaurer la co-gestion nous font penser d'abord à une opération publicitaire en vue des municipales de 77».

Quant à Eugène Simon et Joël Josselin, au nom des sections CFDT et CGT de Réhault, ils ont rappelé que «la réalité et la gravité de la situation de l'emploi à Fougères ne doit pas disparaître sous le flot des discours et des promesses, qu'elles émanent de Fourcade ou Cointat, maire de la ville», que le soutien et la solidarité se sont développés comme en témoignent «la distribution de sept tonnes de poissons aux travailleurs licenciés et aux chômeurs par les pêcheurs de Lorient, les ventes directes de produits par les paysans-travailleurs...»

Pour clôturer ces interventions, le secrétaire général de la Fédération HA.CUI. TEX. réaffirmait à propos des initiatives de coordination des luttes que «ces initiatives correspondent bien aux besoins des sections et des travailleurs en lutte, qu'elles posent les problèmes globaux de l'emploi, contribuent à leur solution, font connaître et renforcent la CFDT».

Nous reviendrons dans les jours prochains sur les débats qui se sont tenus au cours de ces journées dans le cadre d'un bilan sur ce carrefour des luttes.

Julien LEBLOND



Vendredi après-midi : une visite impromptue des «Réo» à l'exposition que devait inaugurer Cointat, maire de Fougères. Il n'était pas là...

Centrale de Richemont (Moselle) APRÈS LA MORT DE DEUX TRAVAILLEURS EXIGEONS L'INCUPLATION DES RESPONSABLES !

Vendredi 25 juin, explosion à la centrale de Richemont : deux peintres de Technilor étaient mortellement brûlés (voir QdP du 29 et 30). Un tract du PCR donnant dans le détail, les causes de l'accident et demandant l'inculpation des responsables a été distribué sur la centrale.

Partout dans les ateliers, le tract a été affiché au grand affolement de la direction et des cadres. Ces derniers expliquaient dans une note affichée qu'il ne fallait pas d'inculpation mais la concertation. L'enquête avec les travailleurs continue. Voici de nouveaux éléments qui confirment la responsabilité de la direction de la centrale et de Technilor.

La peinture utilisée, Bitulex 684, à base d'acétone est auto-détonante à plus de 21 % (point éclair) et dans un emploi normal elle ne peut être utilisée à plus de 40°. Avec les chaudières, et le temps chaud, à l'extérieur de la cuve, il faisait plus de 50°, alors à l'intérieur !

La baladeuse n'était pas antidéflagrante alors que, quel que soit le travail fait, dans la cuve, cela est interdit.

Aucun contrôle, avec un explosi-mètre n'a été effectué pendant la durée du travail.

L'entreprise Technilor n'a pas fourni de masque, c'est un gars de la sécurité, qui, après le début du travail en a donné.

Aucune disposition d'évacuation des peintres n'avait été prise (alors qu'une note de la centrale précise que pour un ouvrier travaillant dans la cuve, il faut ceinture de sécurité, corde de rappel, poulie et treuil).

Alors que quatre gaines d'aspiration étaient sur place, une seule marchait.

Pourquoi après quelques jours, avoir déménagé tout le matériel Tech-

nilor qu'il y avait sur le lieu de l'accident !

L'enquête en cours est menée par le magistrat qui vient de condamner deux ouvriers et un syndicaliste après la mort d'un travailleur à Usinor-Thionville.

Le capitalisme, c'est le mépris de la vie des ouvriers. Nous voulons vivre de notre travail, non en mourir, la rapacité des patrons est la source des accidents du travail. Aujourd'hui, vouloir faire céder la bourgeoisie sur des questions de sécurité, c'est remettre en cause la logique capitaliste, tracer la voie vers le pouvoir des ouvriers et des paysans. Comme nous ne travaillerons plus pour les patrons mais pour nous-mêmes, le contrôle total des ouvriers sur la production, les conditions de travail et l'organisation de la société permettront aussi de résoudre les problèmes de la sécurité.

Corres. Thionville

• A CARLIN, Ahmed Ben Chora, tué le 2 juillet.

• USINOR-LONGWY (Meurthe et Moselle) : Lundi 28, vers 10 h 45, Pierre Gerulli (47 ans), monteur, père de deux enfants, s'est tué après une chute de trente cinq mètres alors qu'il travaillait à la réfection d'un haut-fourneau. Une question se pose : comment nous expliquera-t-on que les règles de sécurité étaient respectées (ceinture, filet de protection), alors que ce travailleur découpait une pièce au chalumeau à trente cinq mètres de hauteur !

• BOULIGNY (Meuse) : Mines de fer d'Amersmont : Lundi 28, Charles Braze, 55 ans, père de six enfants, a été tué, suite à la chute d'un bloc de minerai.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

LA VERITE SUR L'ASSASSINAT DE DOMINIQUE A MONTREUIL

CAMARADES

Ci-joint un tract réalisé par des jeunes de Montreuil après l'assassinat mardi soir de Dominique CHAINAY (14 ans et demi).

Révoltés par cet assassinat et par les incroyables calomnies lancées à cette occasion par la presse et la télé contre Dominique et contre eux, les jeunes de Montreuil ont commencé à riposter.

«RTL, Europe 1, France-Soir, etc... sont venus nous voir. Ils ont fait semblant de nous interviewer. Dans leurs journaux, ils ont passé exactement le contraire... Surtout, qu'ils ne reviennent pas !»

Les jeunes distribuent ce tract dans le quartier. Ils ont aussi rédigé une pétition, et la font signer massivement. Pour cela, ils ont organisé des équipes de porte-à-porte qui engagent la discussion avec les autres jeunes et avec les parents. En une heure, ils avaient déjà cent signatures.

A noter : La présence continue et massive des flics, depuis mardi soir. Ils encerclent le quartier où se réunissent les jeunes, protègent la maison de l'assassin, nuit et jour. (Cinq flics en permanence devant sa porte). Jeudi soir, il y avait même les CRS.

C'est qu'ils ont peur. Vendredi soir, c'est près de deux cents jeunes accompagnés de familles populaires, qui

veillaient devant la maison de Dominique.

A noter aussi : Plusieurs lettres anonymes insultantes reçues par les parents de Dominique.

Le P«C»F dans cette affaire aura également à rendre des comptes. Dans un tract diffusé vendredi soir, il appelle à renoncer à tout esprit de vengeance, disant que le meurtrier et la victime sont autant à plaindre l'un que l'autre !!! Le maire (P«C»F)

est d'ailleurs allé rendre visite à la famille... de l'assassin.

LES PERSPECTIVES

1) Mener, avec les jeunes et les familles du quartier une enquête qui rétablira la vérité et demandera des comptes :

- sur l'assassinat
- sur toutes les calomnies lancées contre Dominique. (Non ce n'était pas un bandit !)
- sur la répression quotidienne exercée contre les

jeunes et les familles populaires de ce quartier.

2) Combattre dans le quartier la campagne anti-jeunes en rétablissant la vérité, et en montrant en quoi cette campagne n'est qu'une tentative d'affaiblir les luttes des travailleurs, en divisant jeunes et vieux.

Pas à pas dans cette lutte, il s'agit de construire l'unité populaire.

Correspondant UCJR

TRACT

Mardi soir, à neuf heures un quart, deux filles remontaient en cyclo le passage des écoles à Montreuil. M. Rodolphi est sorti avec sa carabine, les a menacées et insultées. Il a braqué le fusil contre l'une d'elles, puis contre sa famille et ses voisins qui étaient devant chez eux. A ce moment-là, une voiture est passée, avec trois jeunes, roulant au pas. Parmi ces trois jeunes se trouvait Dominique Chainay, âgé de 14 ans et demi.

Rodolphi les a insultés et a tiré en direction de la voiture, en la loupant. Ils se sont garés en bas de la rue, Dominique est sorti de la voiture, une bouteille de bière sous le bras. Il remonte tranquillement vers M. Rodolphi pour lui demander la raison de son geste. A ce moment-là, M. Rodolphi s'est approché, et il l'a insulté.

Dominique allait pour repartir. Rodolphi a tiré sur lui à bout portant.

Dominique s'est écroulé. Pendant ce temps, Rodolphi a ramassé la douille. Dominique est mort peu après. Rodolphi est alors remonté en direction de ses voisins pour leur tirer dessus.

Nous dénonçons tous les mensonges dits par les journaux, la radio, la télé. Non, les jeunes n'étaient pas quarante, ils n'ont même pas menacé, même pas insulté M. Rodolphi. Non, Dominique n'a pas jeté la bouteille de bière contre Rodolphi.

Au commissariat, le meurtrier était assis dans un fauteuil sans menottes, pendant que les témoins en faveur de Dominique étaient assis sur des bancs ou debout.

Ce n'est pas la première fois qu'un jeune se fait tirer dessus, à Montreuil, ou ailleurs.

Nous dénonçons toute cette campagne anti-jeune, qui vise à nous faire passer pour des fainéants, des voyous, à nous traiter comme des chiens. Par cette propagande, on cherche à nous couper des parents, à nous couper des autres travailleurs. On nous accuse de faire du bruit le soir, mais où aller, sinon dans la rue. Il n'y a rien.

Depuis mardi soir, on est encerclé ; motards, CRS avec mitrailleuse au poing, Simca, cars, J 7. Ils viennent nous narguer, nous empêcher de veiller le décès de Dominique.

Nous appelons tous les jeunes de Paris à faire connaître la vérité, à leurs parents, à tout le monde. Des jeunes de Montreuil

ET VOICI LE TRACT DU P«C»F

La section PCF Montreuil-Nord (banlieue parisienne) dans un tract daté du 1/7/76, et dont nous publions des extraits ci-dessous, commente la mort du jeune Dominique, en opposant l'utilisation de la police contre les travailleurs en lutte et son utilisation contre la jeunesse des quartiers populaires. Justifiant la répression policière dans ce dernier cas, le PCF appelle au renforcement de la présence policière sur Montreuil, au moment même où d'imposantes forces de police font la chasse aux jeunes du quartier.

...Les communistes, comme tous les habitants du quartier, sont bouleversés par ce drame dont la gravité est sans commune mesure avec son origine et dépasse les intentions de celui qui a tiré et du jeune mort...

...A cette occasion, les communistes renouvellent leur condamnation de tout acte de violence individuel ou collectif d'où qu'il vienne...

Depuis deux ans que des problèmes d'insécurité se posent dans le quartier, les communistes de la cellule «Colonel Fabien» ont, avec l'ensemble de la population, proposé des solutions et mené des actions pour les faire aboutir.

- En décembre 74, une pétition massivement signée a réclamé la réouverture du

poste de police de la Boissière.

- Une délégation conduite par J.P. Brard, conseiller municipal communiste, a porté cette pétition au commissaire de police de Montreuil.

- Deux délégations, l'une conduite par J.P. Brard, l'autre conduite par Monsieur le Maire, Marcel Dufliche, se sont rendues à la Préfecture en 1975 dans le même but...

Qu'a fait le gouvernement et son ministre Poniatowski en réponse aux justes revendications de la population ? RIEN...

A Montreuil, il n'y a pas assez d'effectifs de police pour ouvrir un poste à La Boissière ni pour faire suffisamment de rondes afin de protéger la sécurité et les biens de toute la population.

Mais il y a, à la Préfecture de Seine-Saint-Denis, cinq cents agents de police mobilisés en permanence pour s'opposer aux délégations et aux manifestations.

Au lieu du bluff de Poniatowski, du style «opération coups de poing» et «fermez vos portes», nous appelons la population à réclamer que la police soit utilisée «à assurer la garantie des libertés, la protection des biens et la sécurité des personnes». (Déclaration des libertés du PCF, article 72).

Ceci est possible, les moyens existent.

C'est l'action unie de tous les habitants du quartier pour obtenir ces moyens qui peut seule empêcher le retour de drames identiques à celui qui vient de se produire.

● Selon le «Comité du Travail Féminin», la proportion des femmes parmi les chômeurs atteint 50,5 % sur le plan national et 52,9 % en province. Il s'agit surtout de femmes entre 25 et 49 ans.

LES ETATS GÉNÉRAUX DU PSU SUR L'AUTOGESTION

C'est ce week-end que se tenaient les «états généraux de l'autogestion socialiste», pour un «développement d'une réflexion commune sur les thèmes de l'autogestion», organisés par le PSU. Des carrefours ont été consacrés à divers thèmes de lutte : emploi, salaires, prix, habitat, femmes, minorités nationales, questions sexuelles... Ces carrefours ont débouché sur des forums consacrés au «contrôle populaire», à l'union de la gauche et aux élections, les institutions et le «double pouvoir». Par ces états généraux, le PSU avait l'ambition de synthétiser les différents aspects du courant autogestionnaire, dont il soulignait la «désarticulation» après l'opération des «Assises pour le socialisme» (qui furent l'occasion pour la fraction Rocard du PSU de rejoindre le PS).

Gare du Nord : LES DOUANIERS TABASSENT UN MUSICIEN ET SA FEMME

A la gare du Nord, le 21 juin dernier, Gérard Terrones et sa femme, qui étaient allés accueillir les musiciens de Cecil Taylor, ont été victimes de brutalités de la part des douaniers. Gérard et Odile Terrones voulaient pénétrer sur le quai pour aider les musiciens à transporter leur matériel. C'est à leur sortie qu'ils devaient subir des brutalités incroyables de la part des douaniers.

Ceux-ci commencèrent par obliger les musiciens à se soumettre à un contrôle des bagages : ce furent les seuls voyageurs inquiétés, car ils avaient contre eux, sans aucun doute, d'avoir la peau noire. Les douaniers inquiétèrent ensuite Gérard Terrones et sa femme qui bien évidemment n'avaient pas à être contrôlés puisqu'ils n'étaient pas voyageurs. Ils tirèrent Odile Terrones brutalement, et pour faire taire ses protestations, lui donnèrent plusieurs paires de gifles. Cinq hommes (un homme qui se présentait comme sous-chef de gare, un policier en civil, et les douaniers) s'emparèrent ensuite de Terrones qui protestait pour, selon leur expression, «lui faire sa fête».

Sa femme, de son côté, réussit à échapper aux brutes avec l'aide d'un voyageur. Pendant ce temps, son mari était tabassé dans l'arrière pièce, coups de pied dans le dos, coups de poing dans la figure etc... qui l'obligèrent à se faire hospitaliser à Lariboisière. Insultes, injures pleuvaient : «Les petits cons comme toi, y'en a plein le cul» et encore «ici la police, c'est nous, c'est notre territoire».

Comme Odile Terrones revenait avec police-secours, les sévices cessèrent et les douaniers dressèrent un procès verbal pour «rébellion».

qui prétend que Gérard «a heurté une porte» (pour cacher d'où viennent les blessures) et que ce sont les douaniers qui ont appelé police secours !

En réalité, les flics, gênés, ont tout fait pour étouffer l'affaire : il a fallu que Gérard exige qu'on prenne sa version des faits à l'hôpital ; ensuite, alors qu'il essayait de déposer une plainte, le commissariat du 10^e l'a refusée. Mieux, le chef de poste des douanes lui a demandé de retirer sa plainte en lui promettant qu'«il n'aurait qu'une amende» !

Cette affaire, une fois encore, illustre l'insécurité qui est le fait des forces de l'ordre. Ici, ce ne sont pas des flics, directement, qui sont responsables des sévices, mais un des leurs participait en civil au tabassage. Les douaniers, par ailleurs, ont déclaré ensuite, après les faits, que «deux gauchistes» avaient semé le trouble. Encore une fois, le «jeune», le «marginal», le «gauchiste», quand ce n'est pas l'«immigré», sont les victimes désignées.

Paul LEFORT

Ceux qui ont assisté aux faits à la gare peuvent prendre contact avec l'avocat des Terrones (C. Auger, 2 avenue Hoche, Paris 8^e).

● ILS NOUS MÈNENT EN BATEAU : «Il avait deux ans et nous étions inquiets car il ne parlait toujours pas. Un jour, sur le voilier de son père, il a enfin dit son premier mot : «Bateau»... Tabarly raconté par sa mère et revu par le «Journal du Dimanche», voilà ce que ça donne, et tout l'article est à l'avenant. Le culte du héros dans la presse bourgeoise atteint des sommets.

● L'INSEE PARLE DES «MENAGES OPTIMISTES» : L'INSEE ne sait pas quoi faire pour accréditer la thèse officielle de la reprise. Dans une enquête récente, l'institut officiel déclare que «les ménages ont été sensibles au changement des tendances relatives à l'emploi» ! Mais il ne peut quand même cacher que le chiffre des gens qui ont peur d'une nouvelle augmentation des prix ne cesse de croître (près de 80 % contre 70 % en janvier).

● USA : Alors que le gouvernement américain organise des fêtes dans tout le pays, des dizaines de milliers d'Indiens se sont rassemblés à Washington pour rapeler le génocide dont leur peuple a été victime et protester contre l'oppression qu'ils subissent. Ils ont également célébré l'anniversaire de la victoire de Little Big Horn, date importante de la résistance de leur peuple contre l'invasion yankee.

● LA PETITE CÉCILE RETROUVÉE MORTE : Le corps de la petite Cécile Revelli, petite fille de deux ans et demi disparue à Tours, en novembre dernier, a été retrouvé, dans les eaux de l'Indre. Depuis son enlèvement, on n'avait vu aucune de ses nouvelles. Un homme, qui d'ailleurs est revenu sur ses aveux, a été emprisonné après s'être accusé d'avoir enlevé l'enfant.

NUCLÉAIRE

30 000 personnes contre le site nucléaire à Malville

Suite de la une

LES CRS CHARGENT LES MANIFESTANTS

La campagne est littéralement occupée. Il est impossible de parvenir sur les lieux en voiture. Il faut les laisser à plusieurs kilomètres et passer à travers champs. Dès le début, les CRS provoquent. Lorsque la manifestation parvient devant le grillage, la question est posée : faut-il pénétrer de force ? Un groupe de manifestants parvient à découper le grillage et pénétré à l'intérieur. Les CRS leurs lancent des pierres (!), et aussitôt dirigent les fusils lance-grenades sur les champs alentour, pour intimider, à coups de gaz, les autres manifestants. Avec la sécheresse qui règne sur place, cela pourrait embraser la campagne, peu leur importe !

A l'origine, l'occupation était conçue comme non violente. La réaction immédiate de la bourgeoisie oblige des milliers de manifestants à se poser la question de la violence. Certains, révoltés par l'intervention des CRS di-

sent : « Si on veut remplir nos objectifs, il n'y a qu'un moyen, la violence. Mais rien n'a été organisé pour cela ». Du côté des organisateurs, on maintient le principe de non-violence, on explique que les flics ne sont pas responsables... Pourtant, déjà après l'assemblée générale du matin, où l'occupation avait été décidée, mais pas les moyens de la mener à bien, certains étaient repartis, des ouvriers venus de Toulouse, par exemple. Pourtant, si l'on réfléchit aux raisons qui conduisent la bourgeoisie à construire de telles centrales, à l'impasse politique en matière d'énergie (comme dans beaucoup d'autres domaines), qui la font opter pour un projet aussi dangereux, on doit conclure nécessairement qu'elle est prête à tout pour empêcher l'occupation.

LA SOLIDARITÉ
DES PAYSANS

Si peu de paysans parti-

cipent directement à l'occupation, ils ont prouvé dans les faits leur solidarité avec les manifestants. Dans cette campagne quadrillée par la police, ils n'ont pas hésité à prêter les cours de leurs fermes pour garer les voitures.

Dans l'après-midi, alors que la manifestation faisait face aux grillages, plusieurs d'entre eux sont venus avec des citernes pour ravitailler les manifestants. D'autre part, les pompiers, de Morestel en particulier, qui sont eux

aussi des paysans menacés par la centrale, sont du côté des manifestants ; alors que la chaleur était intenable, ils arrosaient les manifestants, leur donnaient de l'eau. Pas question de se mettre du côté des flics !

Dimanche, 19 heures. Un « accord » a été passé par les organisateurs avec la police. C'est le professeur Lebreton qui l'a annoncé. La police s'engage à ne pas intervenir si les manifestants se tiennent à l'extérieur du périmètre des travaux délimités par les grillages. De fait, l'occupation même du site est interrompue, et si de nombreux manifestants restent assis autour de la brèche ouverte l'après-midi dans le grillage, plus personne ne reste à l'intérieur. La grande majorité des manifestants étaient venus pour le week-end, et les départs commencent, d'autant plus qu'un orage vient d'éclater. Cependant, plusieurs milliers restent sur place, dans les campings improvisés, sur les terrains prêtés par les paysans. Demain, les camions du chantier doivent théoriquement reprendre leur ronde. Le pourront-ils ?



Bureau Régional
de Presse Lyon

INTERNATIONAL

Tchécoslovaquie

UN PARTI CONTRE LE PEUPLE

«SOCIALISMUS ANO
OKUPACE NE I»

De ce mot d'ordre de la résistance des peuples tchèques et slovaques qui s'en souvient si ce n'est chaque 21 août. Qui parle de l'occupation de la Tchécoslovaquie par cinq cent mille hommes du pacte de Varsovie. Qui parle de Milan Hübl-6 ans et demi de prison, Jiri Muller-5 ans et demi de prison, Antonin Rusek-5 ans de prison. Jaroslav Sabata-6 ans et demi de prison, Jean Tesar-5 ans et demi de prison et des centaines d'inconnus qui sont à l'heure actuelle en prison pour s'être opposés à la normalisation. En 72, en un seul mois, 46 procès, 38 condamnations de un mois à six ans et demi ! Nous devons dénoncer le complot du silence si bien entretenu par la droite et la gauche française. Que se passe-t-il en Tchécoslovaquie aujourd'hui ?

La Tchécoslovaquie est un pays toujours occupé (militairement) et dépendant (économiquement) de l'URSS. La normalisation a été « transmise » aux politiques et militaires tchécoslovaques. (Epurations du parti-500000 membres des syndicats). On ne compte plus les familles dont les membres sont chassés de leur travail à la suite de questionnaires politiques distribués à tous les salariés. Et qui n'a pas de travail est considéré comme « parasite » et à de fortes chances d'aller en prison (chaque changement d'employeur est noté sur la carte d'identité). La Tchécoslovaquie est un pays gouverné par une nouvelle bourgeoisie de

technocrates enrichis par la corruption. Et oui, il faut savoir que pour obtenir le moindre papier d'un bureau quelconque, une place pour son fils dans une école, pour se faire soigner, des pièces détachées de voiture, etc., il faut graisser la patte de ces messieurs qui arrivent à doubler, voir tripler leur salaire. Aux alentours de Prague, quatre casernes de dix mille hommes chacune ont été construites. Les écoutes téléphoniques se portent bien : elles étaient estimées à environ trente mille en 72. En un mot, la répression est de plus en plus diversifiée, quotidienne. Husak - en tchèque signifie jars - le confirme clairement lorsqu'il déclare :

« Le combat que, ces années passées, nous avons mené avec succès dans des conditions difficiles était un combat politique. Mais la société socialiste ne répugne pas à employer d'autres moyens si certaines valeurs représentant des acquis révolutionnaires importants de notre peuple sont menacées » (Rude Pravo du 16-2-76). Il est difficile d'être plus clair. Comment s'étonner que la répression fonctionne à merveille lorsque l'on sait comme l'a déclaré un certain Vassiliev des services de sécurité tchécoslovaque, dans une lettre adressée à Husak. « La triste réalité est que la sécurité d'Etat tchécoslovaque sert avec beaucoup de docilité les services secrets soviétiques surtout parce que beaucoup de leurs officiers sont d'anciens agents de la Gestapo que l'URSS tient à sa merci,

QUESTIONNAIRE D'OCTOBRE 70, DISTRIBUÉ À TOUS LES SALARIÉS

Membre du PC depuis... jusqu'à... Raison pour laquelle a quitté le PC, a démissionné, adhésion annulée, expulsé... Membre d'un autre parti du Front National ? depuis... jusqu'à... Sans parti... Travail actif dans des organisations sociales, en quelle capacité. Appartenance au Mouvement syndical révolutionnaire, à l'Union de la jeunesse, à l'Association d'amitié Tchécoslovaquie-URSS, à l'Union des techniciens et inventeurs. Parents à l'étranger. Partis légalement, dans quel état. Pour quelles raisons et depuis quand. Voyages effectués à l'étranger 1967/69. Durée du séjour à l'étranger.

Attitude pendant les années 68-69. A signé les deux mille mots ou une autre résolution anti-socialiste ou anti-soviétique.

notamment les colonels Prchal, Jerman Heinrich Kotal, Kavan, etc...), car seule cette collaboration les sauve de la justice populaire de notre pays. Lubomir Strougal, lorsqu'il était ministre de l'intérieur, utilisa certains documents nazis pour une campagne contre la RFA (les documents nazis « découverts » par la télévision dans le Lac Noir de Soumava en 64, y avaient été jetés par nos services quelques jours avant la « découverte » alors que ces documents n'avaient pas été utilisés pendant dix-neuf années pour chatier les criminels de guerre.

LIBÉRATION DES PRISONNIERS POLITIQUES
EVACUATION DES TROUPES ÉTRANGÈRES

Jan PRAHA

QUEL « DÉVELOPPEMENT » ?

« L'information ci-dessus parue dans les nouvelles brèves du Monde du 27-28 juin nécessite un plus ample commentaire dans la presse révolutionnaire. Cette démarche du gouvernement français met bien en évidence son caractère impérialiste et à la fois de dépendance vis à vis de l'impérialisme américain. Résumons : des organismes financiers comme la BID, l'AID (Agence internationale pour le Développement), les Fondations Rockefeller et Ford permettant de soumettre et de contrôler toutes les économies et les gouvernements des pays du Tiers Monde. En Amérique Latine, ils participent à tous les plans de développement « humanitaire » donnant aussi les moyens d'éliminer d'une manière subtile les protestations et les luttes populaires et du même coup, d'endetter les gouvernements d'Amérique Latine ce qui les place sous la dépendance économique et politique des groupes financiers nord-américains ; la manière est subtile car la violence économique prend là-bas l'aspect d'un génocide quotidien qui n'est pas forcément militaire (les fortes répressions dont les échos viennent jusqu'à nous en France, comme celles du Brésil, du Chili, de l'Argentine etc... et de la Bolivie actuellement ne sont qu'un des aspects de cette violence)

Prenons l'exemple des plans d'urbanisation de la ville de Bogota proposés

L'adhésion de la France à la BID (Banque Interaméricaine de Développement) va être demandée par le gouvernement au président de cet organisme, a annoncé le 25 juin M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances. Réunissant jusqu'à une date récente uniquement des Etats américains, la BID a maintenant ouvert son capital à des membres extérieurs à cette région.

par ces organismes financiers pour éliminer les quartiers populaires des pourtours de la ville (quartiers sauvages souvent autonomes donc malsains), on propose la construction d'un autoroute et actuellement d'un métro juste à l'emplacement de ces quartiers : on déloge ainsi la population, on la fait dépendre économiquement des instituts de logement et on en profite pour la soumettre par une campagne démagogique (les plans sont prestigieux, il y aura des hôpitaux, des écoles) puis les monopoles vendent leurs machines lourdes les plus récentes donc les plus coûteuses, bulldozers, rames de métro etc... avec un personnel spécialisé qui n'est jamais colombien.

En conclusion, la grande bourgeoisie aura son infrastructure (locaux, moyen de transport) ; reste la dette que les travailleurs doivent payer par leur surexploitation.

J. P. Grenoble

INTERNATIONAL

LA BATAILLE DE TALL ZAATAR

RÉSISTANCE ACHARNÉE suite de la une

Mahmoud Riad, secrétaire général de la Ligue Arabe, avait demandé vendredi soir la mise en place d'un cessez-le-feu. Les fascistes libanais ont répondu qu'ils n'accepteraient un cessez-le-feu que lorsque Tall Zaatar sera occupé, c'est-à-dire que lorsqu'ils auront avancé dans leur projet de partition, lorsqu'ils auront massacré le peuple palestinien. Une telle réponse ne surprend pas de la part de ceux qui reçoivent tout l'appui impérialiste. Les forces patriotiques ont justement refusé tout cessez-le-feu et toute discussion avant que le blocus contre Tall Zaatar ne soit desserré et avant le départ des troupes syriennes.

D'autre part, un convoi de trois cents étrangers a quitté Beyrouth pour Damas.

«Si nous mourrons tous et qu'il ne reste qu'une seule femme enceinte, elle donnera naissance à un fils qui libérera la Palestine». Cette phrase est inscrite sur un mur de Tall-Zaatar. Elle exprime le courage, la volonté de lutte du peuple palestinien.

Elle explique aussi le but de la Révolution Palestinienne : libérer la Palestine, y installer un Etat démocratique.

Aujourd'hui, tous ceux qui cherchent à liquider la Révolution Palestinienne, les fascistes libanais, le régime syrien sont pour le maintien de l'Etat sioniste et pour l'emprise de l'impérialisme sur la région.

LIBAN, PALESTINE OCCUPÉE : UNE MÊME LUTTE !

LES FORCES PATRIOTIQUES DANS LA MONTAGNE

Les fascistes libanais veulent la partition du Liban. Ils veulent un Etat religieux, comme celui d'Israël, pour encercler les forces patriotiques et s'opposer à la lutte de libération des peuples de la région. Le régime syrien sous le prétexte de s'opposer à la partition est en fait intervenu pour : il veut en effet contrôler la région laissée par les fascistes libanais. Le régime syrien est intervenu contre les forces patriotiques juste au moment où celles-ci allaient empêcher la partition, en lançant une offensive dans la montagne, futur Etat fantoche

des fascistes libanais. Mais l'offensive patriotique a réussi. Actuellement les forces patriotiques sont au cœur de la région de la montagne (à l'est de Beyrouth).

POUR LA LIBÉRATION DE LA PALESTINE

La bataille contre Tall Zaatar est aussi une bataille pour la partition. Les fascistes libanais veulent contrôler tout le secteur Est de Beyrouth, qui est en liaison avec la montagne. Le régime syrien donne tout son appui aux fascistes. Il empêche les forces patriotiques de desserrer le blocus de Tall Zaatar et frappe les positions patriotiques dans la

montagne.

Aussi, la lutte contre les fascistes libanais et le régime syrien s'inscrit dans la lutte pour la libération de la Palestine. Au Liban, le peuple palestinien lutte pour le maintien de ses forces, en vue de détruire l'Etat sioniste et non pour avoir le pouvoir au Liban comme le prétendent les réactionnaires syriens et libanais. Le Liban est aujourd'hui la principale base arrière de la Révolution Palestinienne pour la lutte contre Israël. Le peuple libanais apporte tout son soutien au peuple palestinien et il empêchera par tous les moyens la liquidation de la Révolution Palestinienne.

Yomna EL KHALIL

PALESTINE OCCUPÉE : VIOLENTES MANIFESTATIONS, ASSASSINAT SIONISTE

Les masses palestiniennes vivant sous l'occupation ont manifesté violemment contre les fascistes libanais et le régime syrien et pour le soutien à leurs frères au Liban. Aux cours des manifestations, les masses palestiniennes ont arraché les enseignes en hébreu qui se trouvaient sur une banque «israélienne» et sur la Bourse du Travail. Ils ont lancé des mots d'ordre contre l'occupation. Par ces manifestations, le peuple palestinien vivant sous l'occupation a montré l'unité de lutte contre les fascistes libanais, le régime syrien et contre l'occupation.

Au cours de ces manifestations, les soldats «israéliens» ont assassiné un jeune Palestinien de onze ans et ont blessé quinze autres personnes. Face à la lutte qui se développe en Palestine occupée, la seule réponse des sionistes apeurés est l'assassinat.

L'OPÉRATION ISRAËLIENNE A ENTÉBBÉ

LE PLUS GRAND ACTE DE PIRATERIE INTERNATIONALE

Dans la nuit de samedi à dimanche, entre 3 h 15 et 4 heures du matin, trois avions israéliens ont débarqué sur l'aéroport ougandais d'Entebbe des commandos parachutistes qui ont entrepris de «libérer» les otages. Ils ont d'abord massacré les soldats ougandais : vingt morts selon les Israéliens, cent selon les autorités ougandaises.

Ils ont ensuite détruit onze MIG qui se trouvaient sur l'aéroport et mis celui-ci hors d'usage. Ensuite, ils se seraient rendus dans la salle de l'aéroport et auraient neutralisé le «commando» (à nouveau, et contre toute évidence, baptisé par la presse «palestinien»). Tout le commando aurait disparu, un seul sioniste aurait été tué, trois otages seraient morts «des suites de leurs blessures» ; le nombre peu important des pertes semble assez invraisemblable, à moins d'invoquer, comme le faisait la radio «l'habileté et le courage extraordinaire» des sionistes. Il semble que l'expédition ait ensuite fait escale à Nairobi, au Kenya, pour «soigner les blessés» et pour ravitailler les appareils.

Le gouvernement sioniste dit avoir prévenu un certain nombre de gouvernements : vue la surveillance par radars exercée par l'impérialisme US, il ne pouvait qu'être au courant de l'opération, s'il ne l'a pas aidée. Il est tout de même étonnant qu'un tel convoi ait traversé l'espace aérien d'un certain nombre de pays africains sans obstacle : les avions israéliens ont vraisemblablement survolé le territoi-

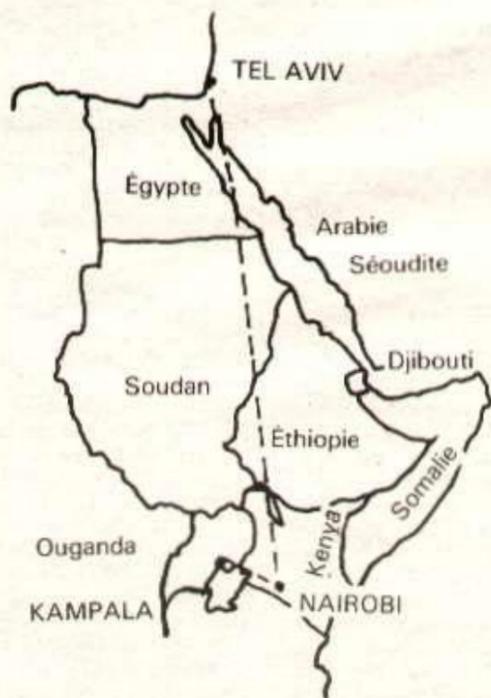
re érythréen où se trouve la grande base US de radar de Kagnow. Cela suppose des complicités.

On annonce en Israël «la plus grande allégresse depuis la guerre des six jours» pour célébrer cette «grande victoire sur le terrorisme international». Mis à part l'ambassadeur en Israël qui manifestait bruyamment sa satisfaction et son admiration, le

actes : depuis le débat du détournement de l'Airbus, il est en relations permanentes avec Israël. Et les avions sionistes ont dû être aperçus, sinon pris en charge par les radars français de Djibouti.

La presse avait justifié par avance cet acte de piraterie en disant que l'Ouganda était favorable au «commando». Aujourd-

magnifier les pires crimes d'Israël. Tout est permis à l'Etat sioniste pour jouer son rôle de gendarme de la région et garantir sa survie. Le déroulement de l'opération et la grande campagne raciste contre le peuple palestinien et l'Afrique qui l'a accompagné constituent une provocation et une menace pour l'avenir, tant qu'existera l'Etat raciste et fasciste d'Israël.



--- Trajet de retour des avions sionistes

gouvernement français reste prudent, pour préserver ses relations avec les pays arabes : hier soir, il n'avait pas encore déterminé de position officielle. Le gouvernement français se montre prudent dans ses paroles de satisfaction, mais il ne l'a sans doute pas été dans ses

d'hui, presse et radio saluent cette «réussite», en soulignant qu'il n'y a eu que quatre morts ; les soldats ougandais massacrés sont sans doute quantité négligeable.

Une fois de plus, on voit se réaliser une grande coalition pour justifier et

ÉCHEC DU COUP D'ETAT AU SOUDAN

Le coup d'Etat déclenché vendredi à Khartoum, alors que le président Nemeiry de retour de France, venait d'atterrir à l'aéroport a échoué ; c'est la troisième tentative de coup d'Etat depuis que Nemeiry a pris le pouvoir à Khartoum.

Selon l'agence de presse irakienne, qui a seule donné des informations sur le déroulement des événements, de nombreux civils ont participé à cette tentative, la police ayant partiellement été désarmée. Aucun communiqué n'a été publié, aucune précision n'a été donnée par les putschistes sur leurs in-

tentions et leurs raisons d'agir. De son côté, le gouvernement n'a accusé explicitement aucune force politique.

Les précédents coups d'Etat avaient été organisés tantôt par des forces soutenues par l'URSS, comme en 1971, tantôt par des réactionnaires, comme le dernier en date des coups d'Etat, celui de septembre 75. Dans chaque cas, les soulèvements ont été violemment réprimés, et le président Nemeiry a étendu la répression au peuple lui-même.

On annonce qu'hier l'ambassadeur de Libye au Soudan a été expulsé.

UN NOUVEAU CHEF DE GOUVERNEMENT POUR L'ESPAGNE

LE CHEF DU «MOUVEMENT» FASCISTE

Le roi Juan Carlos disposait de dix jours pour remplacer Arias Navarro ; il ne lui en a pas fallu tant pour désigner comme successeur M. Suarez, chef du Mouvement National fasciste.

En réalité, la fonction du personnage ne doit pas tromper sur les intentions réelles de la classe au pouvoir en Espagne : Suarez est ce que certains appellent, un «libéral», aussi libéral, s'entend, que Fraga, ou le ministre du syndicat fasciste ou celui de l'information, Gamero. Il s'agit bien en effet d'accélérer le programme de réformes, destinées à accréditer la rénovation du fascisme. Pour cela, il fallait quelqu'un capable de vaincre les résistances du bunker, qui se sont manifestées au moment du vote de la loi sur les partis politiques aux Cortès, il y a quelques semaines. Or, qui pouvait être mieux placé que celui qui tient sous sa coupe un des

bastions des partisans de la continuité absolue du franquisme ?

Mais la nomination de Suarez s'explique principalement par la nécessité de trouver quelqu'un capable de faire face, avec un minimum d'envergure politique, aux mouvements de lutte. Or, Arias, symbolisait pour tous, non seulement la continuité du fascisme, mais l'incohérence et la médiocrité. Il fallait un bouc émissaire, quelqu'un qui paye, à froid, pour le massacre de Vitoria, présenté par le gouvernement Fraga comme une bavure. Arias l'a été et il a rejoint la poubelle de l'histoire. L'oligarchie espagnole espère que Suarez sera capable d'endiguer le mouvement de luttes, de faire face à la crise économique très grave que connaît l'Espagne, et de donner un nouveau souffle à ses projets de réformes, qui commencent à s'user, à

force d'être retardées. Mais Suarez n'a guère plus de chance que son prédécesseur de s'en sortir.

ATTENTATS FASCISTES AU PAYS BASQUE

Bilbao. Un membre d'une association de quartier de Recalbaberre a été menacé de mort ; on lui donne quinze jours pour quitter le pays, lui et sa famille. En 1969, il avait été blessé par la police.

Dans le petit village d'Ea, les fascistes «guerrilleros du Christ Roi» ont commis plusieurs attentats : ils ont fait sauter un bar, mitraillé la maison du propriétaire et celle d'un curé de village. Plusieurs personnes ont reçu des menaces.

A Vitoria, une bombe a fait sauter une librairie progressiste. L'attentat a été revendiqué par un groupe fasciste.

LUTTES OUVRIÈRES

HÔPITAL DES SABLONS-LA-TRONCHE (GRENOBLE) HOSPITALIERS ET MALADES COTE A COTE DANS LA LUTTE

Page réalisée par notre bureau régional de presse de Grenoble.

Vendredi 24 juin, un millier d'hospitaliers manifestent dans les rues de Grenoble.

Jeudi 1^{er} juillet, l'inauguration d'une école d'infirmières de l'hôpital sud est annulée. Les hospitaliers des Sablons-la-Tronche bien que non invités avaient décidé de se joindre à cette petite fête.

Vendredi 2 juillet, débat organisé dans l'hôpital sur «les luttes des hospitaliers», plus de cinq cents participants, outre les travailleurs de l'hôpital, des malades, leurs familles, des médecins (en nombre très réduit) y participent.

Depuis trois semaines la lutte à l'hôpital des Sablons-la-Tronche se poursuit avec vigueur.

Sauf par quelques revendications sectorielles, l'administration, le pouvoir sont intransigeants. La réponse du préfet à la dernière délégation est significative :

- Les treize heures payées comme à Paris ; réponse du Préfet : «Allez travailler à Paris, eux, ils ont le métro, pas vous».

- Sur toutes les questions importantes, c'est un non catégorique.

- M. Janin, Préfet de l'Isère va jusqu'à remettre en cause une décision du conseil d'administration de transformer les postes d'ASH en AOP ; il faut croire que cela ne lui suffit pas, puisqu'il calomnie et insulte les grévistes : «Vous n'avez pas d'idéal, vous abandonnez les malades».

Ce mépris du Préfet n'a fait que renforcer la combativité.



L'UNITÉ DES HOSPITALIERS AUTOUR DES A.S.H.* ET DES A.S.I.*

Ils ont été les premiers avec les services techniques et généraux à poser leurs revendications et à engager l'action. Service minimum, grève de 24 heures. Leurs conditions de travail sont particulièrement pénibles, ce sont eux qui ressentent le plus le manque d'effectif, les salaires tournent autour de 1 600 francs.

Comme disait un administratif : «Ce sont les OS de l'hôpital».

En s'adressant directement aux autres catégories de personnel, ils ont progressivement réalisé autour d'eux, l'unité de l'ensemble des hospitaliers, soignants, administratifs.

C'est une situation nouvelle, jusque là les ASH et ASI se mobilisaient peu ou seulement en force d'appoint.

Aujourd'hui, ASH et ASI ont le rôle dirigeant.

L'ORGANISATION DE LA GRÈVE

L'unité syndicale CGT-CFDT est un élément important dans le mouvement actuel. Cette unité se réalise sur la base des intérêts des hospitaliers.

Dans le cours de la lutte s'est mis en place une solide organisation de la grève.

En début de journée : réunion par service de tout le personnel (ASH, soignants) pour décider des tâches de la journée (organisation du service minimum, désigner le représentant du service à la coordination, s'organiser pour qu'à l'heure de l'AG

le maximum de personnel puisse y assister).

La coordination des services. Elle a un rôle essentiel. Tous les jours, les délégués de chaque service se retrouvent pour faire le point ; étudier les difficultés qui peuvent surgir çà et là, discuter des formes d'action et faire des propositions pour l'AG.

L'assemblée générale se tient tous les jours et se prononce sur les propositions de la coordination. Chacun des hospitaliers peut également y exposer son point de vue.

SURMONTER LES DIFFICULTÉS DES CONDITIONS DE LUTTE DES HOSPITALIERS

Pas question d'une grève totale, sans service minimum, ni urgence, comme le propose FO.

La grève doit être adaptée à chaque service sans qu'elle ne porte préjudice aux malades.

Service minimum (ASH-soignants) l'entretien des locaux est réduit au nécessaire, l'hygiène est assurée.

Que le hall d'entrée des Sablons soit sale, c'est surtout gênant pour l'image de marque de l'hôpital, par contre pour les chambres des malades, c'est différent, et un manque d'attention provoquerait des contradictions malades-personnel que la direction serait trop contente de saisir.

Un comité d'hygiène est

convoqué pour la circonstance pour le débat de la semaine, la hiérarchie de l'hôpital fait en effet courir le bruit d'épidémie possible, ce qui est faux.

A la restauration, les effectifs sont tellement réduits que faire un service minimum est quasi-impossible ou alors les malades ne mangeraient pas.

Aussi des personnels d'autres services doivent leur donner un coup de main pour leur permettre de participer à la lutte (AG-manifestations, présence à la coordination) tout en assurant les repas des malades.

La grève administrative (soignants-administratifs). Pour les hospitaliers, une partie des soins ne sera pas facturée.

Possibilité de soins gratuits dans les services de consultation qui le signalent.

Facturation et consultation externe sont en grève totale - ainsi que d'autres services. Pour tous ceux qui sont en grève totale, une question se pose : leurs salaires ne seront certainement pas versés. Dès maintenant, il faut organiser le soutien financier (participation des travailleurs hospitaliers, mais aussi collectes près de la population).

Prise du temps de repas sur le temps de travail : c'est une revendication. C'est devenu une forme de lutte. De nombreux services imposent l'horaire de huit heures, temps de repas compris.

Les malades ont directement été associés à l'appel, à la préparation, au déroulement du débat de vendredi. De nombreux malades y ont participé, témoignant leur solidarité aux travailleurs en lutte.

Le premier résultat des débats : des malades et d'anciens malades vont s'organiser en commission.

Tous les jours, il passe des milliers de personnes à l'hôpital, il faut concrétiser une idée qui circule

depuis plusieurs jours, installer un stand permanent à un point stratégique de l'hôpital (où il passe le plus de monde). Ce stand permettrait de populariser la lutte, de tisser des liens solides avec les visiteurs, de prévenir les tentatives de division entre les malades, leurs familles et les hospitaliers.

Ce soutien doit être étendu à tous les travailleurs grenoblois.

C'est une des conditions de la victoire.

ÉLARGIR LE MOUVEMENT

Les revendications essentielles : effectif, salaire à deux mille francs, les 250 francs, les treize heures, concernent l'ensemble des hôpitaux.

Juillet est l'un des principaux mois de vacances, ce qui rend la grève plus difficile.

Deux solutions :
● Arrêter et reprendre en septembre. Ce point de vue ultra-minoritaire a essayé de se manifester, il a été balayé.

● Ou alors s'organiser en fonction des vacances, se préparer à une lutte lon-

gue, établir des liens avec les autres hôpitaux, dans ce sens, il est prévu d'établir dans un premier temps une coordination régionale, puis nationale des hôpitaux pour parvenir à un mouvement de l'ensemble des hospitaliers. C'est la voie sur laquelle s'engagent les hospitaliers des Sablons et de la Tronche.

Une journée «portes ouvertes» est en préparation à laquelle pourrait être invités non seulement les hôpitaux, mais aussi les autres boîtes en lutte.

UNITÉ POPULAIRE AUTOUR DES HOSPITALIERS

A plusieurs reprises - manifestations, affiches, tracts - les hospitaliers se sont adressés à la population montrant que de meilleures conditions de travail permettront de meilleures conditions d'hospitalisation, permettront d'établir des relations différentes entre malades et soignants favori-

sant les facteurs de guérison.

Ces interventions rencontrent un grand écho qu'il s'agit de concrétiser.

Une vaste unité peut se réaliser autour des hospitaliers, leur lutte concerne les malades et aussi tous les travailleurs.

Un premier pas vient d'être fait :

L'HÔPITAL EST MALADE

L'HOPITAL ACTUELLEMENT

Pour vous: C'EST: Pour nous:

- Longue attente
- Soins à la chaîne
- Malades = numéros
- Repas médiocres
- Surmenage
- Tension nerveuse
- Vie déséquilibrée
- Manque de personnel

NOUS REVENDIQUONS: un meilleur salaire, de meilleures conditions de travail, et de meilleurs soins pour LES MALADES.

SOLIDARITÉ

CGT - commission popularisation - CFDT

* ASH : Agent des Services Hospitaliers
* ASI : Agent des Services Intérieurs

VIE DU JOURNAL

TEXTES et DOCUMENTS
issus du
DEUXIEME CONGRES
(juin 1976)



**PARTI COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE**
marxiste-leniniste



La brochure contenant les textes issus du 2^e Congrès du PCRml vient de paraître.

**PASSEZ VOS COMMANDES à
FRONT ROUGE**
BP 68 - 75019 PARIS - CCP 31 191 14 La Source
12 F + 3 F de port



**TÉLÉPHONEZ
AU
QUOTIDIEN
208 65 61
DE 9 H A 17 H**

Le Quotidien du Peuple - Publication du PCRml
Adresse Postale : BP 225 - 75924 Paris - Cedex 19
CCP n°23 132 48 F Paris
Directeur de Publication : Y. CHEVET
Imprimé par IPCC Paris - Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

COMMUNIQUÉ

LIBÉRATION POUR ÉLÉNA QUINTEROS ALMEIDA

Elena Quinteros Almeida, âgée de 30 ans, a été arrêtée le 29 juin à Montevideo par les Forces Conjointes de l'Armée et de la Police.

Maîtresse diplômée depuis 1967, elle travaillait à l'École Publique de Canelones (Uruguay).

Elle a été avec Telba Juarez (celle-ci fut assassinée à Buenos Aires le 19 avril 1976) une des fondatrices de la liste N°3 de la Résistance Ouvriers Etudiants - ROE - de l'École Normale, participant à la Direction de l'Association des Etudiants (AEM). Plus tard elle fut une militante active du syndicat des enseignants (Federacion Uruguaya del Magisterio).

Entre 1969 et 1971, on l'a arrêtée, accusée d'avoir appartenu à la Organisation Populaire Révolutionnaire 33 (OPR 33).

Après avoir été relâchée, elle a été de nouveau arrêtée en 1971, 1972 et 1973 à plusieurs reprises alors qu'elle exerçait sa profession.

Pendant cette période, outre ces activités syndicales, elle a milité activement dans la Commission des Familles des Prisonniers Politiques en Uruguay.

Devant cette arrestation à Montevideo par les Forces militaires, nous lançons un appel à toutes les forces politiques et syndicales, à la presse et aux associations de défense des droits de l'homme pour obtenir sa liberté et pour que soit respectée son intégrité physique.

Envoyer les lettres, télégrammes et pétitions à :
- Ministerio del Interior
Gral. Hugo Linares Brum
Julio Herrera y Obes 1471
Montevideo

- Comision de Derechos Humanos del Consejo de Estado
Palacio Legislativo
Montevideo

- Sr. Presidente de la Republica Oriental del Uruguay
Dr. Alberto Demichelli
Casa de Gobierno
Montevideo

Comité de Défense des Prisonniers Politiques en Uruguay
67 rue du Théâtre

Paris 75015
Le 1^{er} juillet 1976

ABONNEMENTS :

NOM	1 an : 300 F
ADRESSE	6 mois : 150 F
PROFESSION	3 mois : 80 F
	1 mois : 30 F

Envoyer au Quotidien du Peuple
BP 225 - 75924 Paris Cedex 19

63^e TOUR DE FRANCE

LE JAUNE CHANGE D'ÉPAULES

La première étape de haute montagne a permis de faire un premier tri parmi les vainqueurs possibles et de situer les possibilités de chacun, tout en laissant encore planer un certain nombre d'incertitudes.

Tout d'abord Maertens n'a pu conserver son maillot jaune, la montée de l'Alpe d'Huez lui a été fatale, il avait réussi à recoller après l'ascension du Luitel au peloton des favoris, mais il a perdu près de cinq minutes dans la dernière ascension. Parmi les vainqueurs possibles qui ne peuvent plus prétendre à la

victoire finale : Ocana qui a craqué, en compagnie de Danguillaume et de Lopez Caril et Pollentier. L'épreuve de la montagne semble également devoir ruiner les espoirs de Kuiper, nettement distancé. Par contre, l'ascension de l'Alpe d'Huez a confirmé la forme de Van Impe, de Zoetemelk et Baronchelli, elle a également révélé Roméro.

Au nombre des incertitudes, il faut mettre la forme actuelle de Thévenet qui a semblé en difficulté alors que Poulidor paraissait le contrer facilement, protégeant l'é-

chappée de son coéquipier Zoetemelk.

On sera mieux en mesure demain de répondre aux questions qui restent posées, l'isoard lèvera à coup sûr bon nombre d'incertitudes sur la forme de Thévenet, sur les possibilités respectives de Van Impe et Thévenet qui sont actuellement les mieux placés pour remporter la grande boucle. Elle nous renseignera également sur Poulidor qui reste malgré tout un candidat à la victoire finale.



CLASSEMENT DE L'ÉTAPE DIVONNE-LES-BAINS L'ALPE D'HUEZ

1 - Zoetemelk. 2 - Van Impe à 3". 3 - Galdos à 1'. 4 - Roméro à 1'50". 5 - Bertoglio. 6 - Baronchelli. 7 - Bataglin. 7 - Thévenet. 8 - Poulidor, même temps. 10 - Maertens est à 4'55"

CLASSEMENT GÉNÉRAL

1 - Van Impe
2 - Zoetemelk à 8"
3 - Maertens à 57"
4 - Poulidor à 1'24"
5 - Baronchelli à 1'39"
6 - Thévenet à 1'48"
7 - Bertoglio à 1'57"

front rouge

ORGANE CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE (marxiste-léniniste)



N° 8 NOUVELLE SÉRIE - 5 FRANCS - JUIN - JUILLET 76

Passez vos commandes à Front Rouge
BP 68 75019 Paris - CCP 31 191 14 La Source
5 F

COMMUNIQUÉS

Samedi 3 juillet à 21 heures, salle des fêtes du grand parc, à Bordeaux, gala de soutien aux familles des prisonniers politiques espagnols, avec le chanteur Imanol.

1^{er} Festival Culturel Malgache

DE L'AMITIÉ ENTRE LES NATIONALITÉS
DE MADAGASCAR

4-10 JUILLET 1976 A LA RÉSIDENCE UNIVERSITAIRE
DE NANTERRE

GRANDE FÊTE DE CLÔTURE DU FESTIVAL
SAMEDI 10 JUILLET 1976

Maison des Amandiers - 110, rue des Amandiers
75020 Paris - M° Ménilmontant,
Bus n° 96 : arrêt Henri Chevreau

organisé par
ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS D'ORIGINE
MALGACHE

8, Villa du Parc Montsouris - 75014 - Paris
CCP : 5 556 10 E Paris

CAMP DE LOISIRS POPULAIRES de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire

DANS LE GERS DU 14 AU 29 AOÛT 1976
camps de toiles, marabouts...



Un formum au camp de l'UCJR l'an passé

DEUX JOURNÉES DU CAMP

JOURNÉE PAYSANS : Table ronde avec des paysans du Gers, de la Gironde, de la Garonne... sur les problèmes de la sécheresse, des conditions de vie à la campagne...

JOURNÉE ÉCOLE : Avec des élèves de la Coordination Nationale des Elèves Révolutionnaires, Jacques Papinski, bilan des luttes à l'école, l'école du peuple...

Élaborons ensemble notre guide des vacances

BRETAGNE

La révolte des Bonnets Rouges

Si nous allons en Bretagne, nous pouvons faire halte aux points signalés sur la carte ci-contre, qui évoquent la combativité héroïque, la créativité des paysans bretons du 17ème siècle. Pour cela, lisons ou relisons le chapitre que «le dossier des paysans», (édité par la revue «Le peuple français»), consacre à ces luttes.

L'introduction présente avec clarté le sujet développé dans le chapitre sur «la révolte des bonnets rouges».

En 1675, la Basse-Bretagne se soulève. Au premier tocsin sonné, les paysans des Monts d'Arrée et des Montagnes Noires - là où les forêts de hêtres sont encore épaisses - qui se montreront les plus déterminés. Ceux de la Cornouaille, eux aussi en révolte, exprimeront leurs revendications dans un «Code Pay-

san», un véritable programme politique. Cette révolte est restée connue sous le nom de «révolte des Bonnets Rouges». Dans certaines régions, le bonnet rou-

ge était une coiffure courante chez les paysans. Le «Code Paysan» précise également que les délégués des paroisses (des villages) aux États du Parlement de

Bretagne seront revêtus d'un bonnet et d'une camisole rouge. Les paysans menaceront également les nobles, pour les obliger à signer des actes de re-

nonciation à leurs privilèges, d'appeler les Bonnets-Rouges sorte de milice paysanne composée des éléments les plus avancés.



Si vous allez en Normandie, en Alsace, en Gascogne, en Limousin... et d'ailleurs en toute région de notre pays, emportez avec vous ce «dossier des paysans» car il vous permettra, gravures, cartes, documents à l'appui, de suivre les révoltes si nombreuses et si dures des masses rurales ; celles des «Jacques, des Rustauds, des Croquants, des Nus-Pieds». Ces révoltes que les manuels scolaires «oublient» de raconter aux élèves, leur préférant des récits antiques, des énumérations de batailles, de traités, de dynasties.

Nous regretons que le tome 2 de ce dossier paysans, annoncé pourtant, ne soit pas encore paru, car le tome 1 s'arrête à 1789.

PROGRAMME TÉLÉ

LUNDI 5 JUILLET

- TF 1**
 18 h 15 - Pour les jeunes
 19 h 00 - Ces animaux qu'on appelle des bêtes
 19 h 20 - Actualités Régionales
 19 h 40 - Une minute pour les femmes
 19 h 45 - Tour de France
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - «Executions» film italien de R. Gueriéri (1969)
 22 h 00 - Bicentenaire des États Unis : l'Amérique alliée
 23 h 30 - Journal

- A2**
 18 h 15 - Le palmarès des enfants
 18 h 30 - Vie quotidienne
 18 h 55 - Des chiffres et lettres
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Y'a un truc
 20 h 00 - Journal
 20 h 35 - La tête et les jambes
 21 h 55 - Alain Decaux raconte : Charlotte Corday
 22 h 55 - Journal

- FR3**
 18 h 45 - Pour les jeunes
 19 h 05 - Programmes régionaux
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Vingt heures en été
 20 h 30 - prestige du cinéma : «L'âge ingrat» film de G. Grangier (1964)
 21 h 55 - Journal

FEUILLETON

Hebken

Conte gueux

de
YOUENN CÔIC
 aux Éditions P.J. OSWALD

RÉSUMÉ : Youenn Hebken s'est attiré la haine de Listiala, maire de Pont l'Abbé parce qu'il a refusé de partir à l'armée à la place de son fils. Youenn décide de quitter Pont l'Abbé pour chercher du travail ailleurs.

Il y avait à cette époque, un travail qui ne donnait pas facilement du chômage : c'était la réfection des routes.

Youenn y contribua de ses deux bras pendant deux ans. Il fut d'abord cantonnier sur le grand chemin de Plomeur, à élaguer les grandes branches qui n'étaient pas longues à retomber sur la route, puis du côté de Plonéour.

Mais c'est surtout du côté de Plonéour qu'il eut du mal, là aussi qu'il fut accidenté.

Il y avait un mauvais passage sur un marécage, et l'ingénieur lui ordonna d'y aller pour commencer à jauger la profondeur du sol ferme.

Youenn s'engagea donc petit à petit, sans regarder à salir ses vêtements, qui d'ailleurs n'étaient plus depuis longtemps que des haillons, à faire rougir de hont Jakez Nader (1) dans son échoppe du Paradis.

Seulement, l'ingénieur ne lui avait pas dit qu'on avait exproprié Mathias Livec, pour les champs mitoyens du marécage, et que le paysan n'avait pas accepté qu'on mutile sa propriété.

Quand il vit venir Mathias avec son fils et leurs fusils, l'ingénieur s'enfuit en courant, et abandonna Youenn, qui ne se doutait de rien.

(1) : Jakez Nader, tailleur à Lambour, avait élevé Youenn.

Les deux paysans épaulèrent et tirèrent en même temps. Une seule balle atteignit le malheureux, qui lui déchira une côte, et il s'écroura dans les roseaux. Mathias Livec et son fils ne lui portèrent pas secours.

Heureusement, il put garder son visage hors de la boue, et le lendemain, les chariots de Herri Guégaden, d'Ellen, qui allaient livrer du goémon à Pont Guern, vers Pont l'Abbé, recueillirent Youenn Hebken en mauvais état.

Le maire ne permet pas qu'on le soigne dans sa commune, et c'est un capitaine de chasse-marée qui le prit à son bord, dans la rivière de Pont l'Abbé, et qui, ayant des rudiments de chirurgie, parce qu'il avait été, disait-il, corsaire sous Surcouf, enleva la balle et cautérisa la plaie.

Les gendarmes allèrent quand même arrêter Mathias Livec et son fils, pour tentative d'homicide sur un employé des Ponts et Chaussées et aussi Guégaden parce qu'il n'avait pas le droit de passer sur la route neuve avec le diamètre des roues de ses charrettes.

Le capitaine du bateau déposa Youenn à la sortie de la rivière, dans l'anse de l'île Tudy, où il connaissait un vieux navigateur qui l'hébergerait jusqu'à sa guérison.

Mais les gens de l'île Tudy n'étaient pas du tout accueillants.

Auge de granit sur lit de sable, l'île fut dans les temps de l'invasion bretonne, le repaire d'où les moines celtiques étendirent à l'essentiel du Cap Caval leur brigandage des âmes. Puis, ils l'abandonnèrent, une fois maîtres du pays. L'île était ingrate, il est vrai, puisque rien n'y poussait de comestible. Et ceux qui plus tard vinrent y bâtir

leur masure étaient sans doute de l'espèce des «gens sans aveu». Toujours repaire, «où les pirates et escumeurs de mer se cachent très souvent pour surprendre les marchands», écrivait le bon moine Luc, au XVIIème siècle.

Youenn prit donc possession de son nouveau territoire : 2 350 pieds de long, 530 pieds de large. Un port en mauvais état, pourtant prêt à héberger par mauvais temps les gros bâtiments incapables de s'engager dans le chenal de Pont l'Abbé. Cinquante maisons, dont deux magasins à farine, un four, mais sans fourrier, celui de Combrit venant y cuire un jour sur deux, six ateliers de salaison où l'on salait 60 000 kilogs de poisson par an, soit la moitié du poisson salé bigouden...

Le métier des hommes était la mer : marin de l'Etat, marin de commerce, marin pêcheur. Youenn fit une sortie un jour sur une chaloupe et fut malade à crever. Il était écrit qu'il ne serait pas non plus marin, car au lieu de prendre, il donna à manger aux poissons...

Youenn Hebken s'employa donc aux ateliers de salaison, et, les jours de débarquement, comme porteur.

Rude travail. Youenn ayant été jusque là en quelque sorte jardinier et manœuvre d'occasion, était d'un caractère nonchalant. Il dut se faire à de plus gros efforts.

Quelquefois, le soir, il allait bavarder avec les vieux pêcheurs, qui n'avaient plus l'occasion d'aller en mer, mais dont la nostalgie des vagues était au fond du regard.

Avares de paroles. Il fallait arracher les bribes de leurs confidences.

(à suivre)

CONGRES POUR LA CULTURE CATALANE

UN ASPECT DE LA LUTTE DU PEUPLE CATALAN CONTRE LE RÉGIME FASCISTE D'ESPAGNE

Un Congrès de culture catalane se déroule à l'heure actuelle dans tout le pays catalan.

Un aspect fondamental de l'oppression franquiste, c'est la répression féroce et déterminée menée contre la culture des nations non castillanes de l'État espagnol.

La lutte sur le front culturel revêt une importance à la mesure de cette répression, contribuant beaucoup à renforcer la prise de conscience antifasciste.

Après 40 ans d'acharnement pendant lesquels on a réprimé l'usage public des langues catalane, basque et galicienne, ainsi que toute expression originale de ces peuples (les premiers temps, on a même interdit la sardane), l'échec du franquisme est évident : il se voit obligé de reconnaître, dans un décret récent que les langues minoritaires sont «des langues nationales espagnoles».

Le catalan dans l'une ou l'autre de ces variantes dialectales est parlé par 6 à 7 millions de personnes, d'Alicante à Perpignan, de Lérida à Minorque.

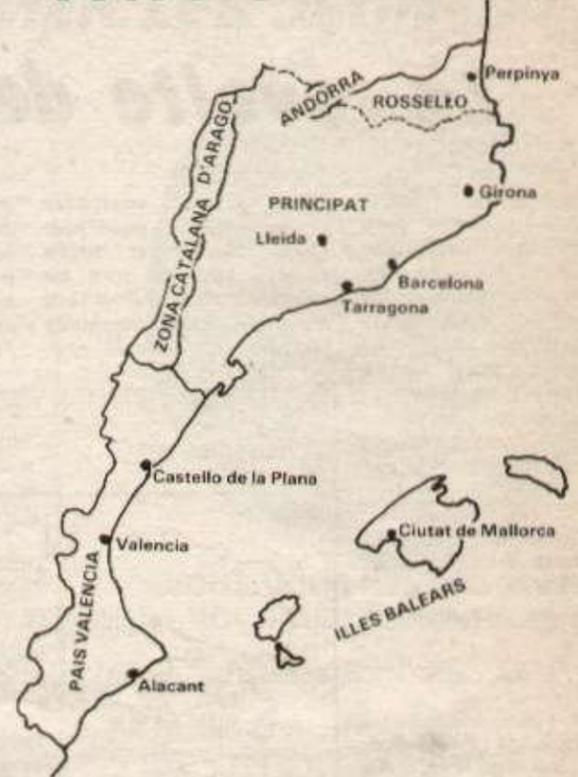
Sur l'essentiel de ces territoires, c'est la langue commune, celle de l'essentiel des relations.

Pourtant, elle n'est pas enseignée (même la misérable demi-heure d'enseignement, obligatoire depuis un décret de Juan Carlos, n'est pas appliquée dans toutes les écoles). La radio, la télévision, le cinéma, l'essentiel de la presse s'expriment dans une langue en fait étrangère à la majorité du peuple.

Dans ce contexte, la première revendication, celle qui unit la grande majorité, c'est la pleine «normalité» de la culture catalane.

C'est dans cette optique que se place le Congrès de culture catalane qui se tient actuellement dans tous les pays catalans.

PAYS CATALANS



Le projet initial, présenté par le collège des avocats de Barcelone était de faire un «Congrès de défense de la culture catalane». En réunissant des personnalités, des artistes, des savants, de toutes spécialités, il s'agissait d'affirmer le niveau international de la production culturelle Catalane, son universalisme, sa valeur «en-soi». Cette conception, la conception bourgeoise traditionnelle de la culture - est à relier au rêve des secteurs bourgeois catalanistes qui visent à convaincre la bourgeoisie catalane de ce qu'elle pourrait gagner - selon eux - à une certaine autonomie : des institutions propres à consolider le rôle de développement relatif que constitue la Catalogne dans l'ensemble hispanique, une capacité technologique et scientifique qui attire le capitalisme européen.

A l'évidence, cette voie conduisait à l'impasse : en confiant l'héritage de la culture catalane à une académie, si nombreuse et si savante soit-elle, d'intellectuels bourgeois, en s'en remettant en dernière analyse à une bourgeoisie catalane qui a choisi depuis longtemps, la soumission au pouvoir central, on la renforcait pas mais l'affaiblissait au contraire et bon gré mal gré, on préparait le terrain au compromis avec le centralisme bourgeois.

La bourgeoisie catalane n'a-t-elle pas toujours préféré la protection de l'armée et de la police centraliste à l'irruption des masses qui accompagne nécessairement toute victoire nationale catalane ?

RETOUVER LA RÉALITÉ CATALANE POPULAIRE

C'est pourquoi, le 6 Juin 1975, «l'assemblée permanente des intellectuels catalans» réunie à Montsenat, haut-lieu de la nation catalane, où ils s'étaient enfermés en 1971 pour soutenir les inculpés de Burgos, lançait un appel : La culture catalane ne serait rien, disaient-ils en substance, si elle ne retrouvait pas l'essence de

notre être national, si elle laissait à l'écart l'apport des larges masses populaires.

Sur cette base, le Congrès qui réunissait jusque là quelques 500 participants a reçu des milliers d'adhésions d'individuels, d'organisations de masses, telles les associations de voisins, de personnalités de toutes sortes.

Devenu «Congrès de Culture Catalane» pour marquer son caractère offensif, il a pris une réalité de masse. Son projet, c'est le secrétaire de la commission de Paris qui nous le définit : «Nous voulons analyser tous les aspects de notre vécu collectif, faire un bilan de nos déficiences, ébaucher comment devrait être une situation de normalité et indiquer les moyens d'y parvenir. Dans ce Congrès, nous voulons démontrer l'existence et la solidarité actuelle de notre culture par toute une série d'actes, de réunions, d'études, etc...»

D'abord limité au seul territoire de la Catalogne «stricte», (les quatre provinces de Lérida, Tarragone, Barcelone, Gironne), il a étendu son champ d'action à tous les pays Catalans (Pays Valencien, Illes Baléares, Andorre, Pyrénées Orientales...)

DANS LES PLUS PETITES LOCALITÉS...

Dans les plus petites localités, se sont formées des commissions qui regroupent tous les travaux effectués localement; un secrétariat par Pays Catalan et un secrétariat central coordonnent les différents apports.

Vingt secteurs de recherche ont été ainsi déterminés qui vont de la langue aux institutions, en passant par la Navigation et la Pêche, la structure sociale, la recherche, la production artistique...

Mais chaque commission organise son travail comme elle l'entend : ainsi celle de Cerdagne (Pyrénées Orientales) pour laquelle le Congrès consistera à apprendre à lire et à écrire le catalan qu'on ne



leur avait jamais enseigné.

Pour y associer le maximum de monde, le Congrès s'ouvre systématiquement dans chaque contrée catalane par une fête populaire.

Dans un communiqué récent, le secrétariat a indiqué qu'il comptait que ses travaux seraient terminés d'ici un an.

Au total, cela fait une structure très décentralisée, pour ainsi dire 20 congrès différents, qui doivent chacun rédiger un livre blanc.

Et les questions posées sont directement en prise sur les problèmes réels du peuple catalan.

FAIRE DE LA CULTURE C'EST FAIRE DE LA POLITIQUE

L'absence de diffusion et d'enseignement a renforcé les différences dialectales entre les régions, aussi, elle empêche l'intégration normale des très nombreux ouvriers immigrés d'autres nationalités hispaniques (Catalans, Castellans, Aragonais) que l'on a concentrés dans des quartiers populaires où le contexte culturel, en pleine terre catalane, devient à 90 % non-catalan. Pourtant, de plus en plus, ces «nouveaux Catalans» se sentent chez eux et prennent intérêt à la cause nationale.

Dans ces conditions, célébrer les mérites abstraits

de la langue catalane, d'un point de vue linguistique comme le voulait le projet initial, conduisait à marginaliser ces apports essentiels que sont l'immigra-

tion et les régions extérieures au «Principat» (la Catalogne stricte).

La tâche que s'est donné le Congrès sur ce point c'est de proposer un programme d'action global pour une normalisation de la langue qui intègre ces différences.

Cette conception de la culture ne se veut coupée à aucun moment de la politique catalane.

«Dans notre pays qui a été privé pendant la majeure partie de son histoire d'institutions, de gouvernement propres, dit un mi-

litant interrogé, faire de la culture, c'est faire de la politique, cela a toujours été ainsi».

A travers les conceptions progressistes qu'elle met en avant, la petite bourgeoisie intellectuelle - nécessairement dominante dans le Congrès - recherche l'alliance avec les masses populaires, sans lesquelles il ne sera pas possible de construire une Catalogne démocratique.

Le Congrès ne manqua donc pas d'affirmer bien haut l'aspiration du peuple catalan à vivre maître de son destin. De ce point de vue, il marque même une progression de portée historique puisque, souligne le secrétaire de la commission parisienne «c'est la première manifestation qui, à l'époque moderne, associe l'ensemble des pays Catalans dans un projet commun».

Mais ce Congrès connaît toutefois des limites importantes car en continuant d'affirmer un point de vue «au-dessus des classes», il reste dans une optique réformiste.

Par exemple, voici comment se définit le projet «Navigation et Pêche» : «Proposer les alternatives nécessaires pour que les Pays Catalans récupèrent leur condition de Peuple marin». On ne manquera pas à cette occasion de parler de problèmes cruciaux comme la pollution des côtes, mais il serait étonnant que l'on détruise les illusions de la petite bourgeoisie sur la capacité de la classe dominante catalane à s'autonomiser par rapport à l'oligarchie espagnole.

Tel quel, le Congrès de culture catalane n'en est pas moins un aspect de la lutte du peuple catalan pour affirmer son droit à l'existence.

UN POÈME CATALAN DE LA RÉSISTANCE (Poème de Salvador Espriu)

Salvador Espriu est sans doute le plus grand poète catalan actuellement vivant. Son œuvre n'échappe pas à un certain pacifisme. Ce poème a été mis en musique par le chanteur Valencien Raimon. Il traduit ici la joie contenue des Catalans qui, après tant d'années d'oppression, de lutte sourde et d'attente, voient se lever une génération de victoire.

Et vous direz : le genêt fleurit,
et partout dans les champs, les coquelicots rougeoient.

D'une nouvelle faux commencez à faucher
le blé mûr et avec lui les mauvaises herbes.

Ah, jeunes lèvres écloses après l'obscurité,
si vous saviez comme s'est fait attendre l'aube,
comme est longue l'attente d'un éclat de lumière dans les ténèbres !

Nous avons vécu pour vous sauver les mots,
pour vous rendre le nom de chaque chose,
afin que nous suivions le chemin droit
qui s'ouvre au plein pouvoir de la terre.

Nous regardâmes au-delà du désert,
nous descendîmes au fond de notre rêve,
des citernes sèches devenaient des sommets
gravis par des marches de lentes heures.

Et vous direz : nous écoutons
les voix du vent par la haute mer des épis.

Et vous direz : nous nous maintiendrons
à jamais fidèles au service de ce peuple.